

Cahiers de **recherche** en politique **appliquée**



L'épidémie du virus Ebola en Afrique de l'Ouest :
une menace réelle et mondialisée à la sécurité internationale
Elena Waldispuehl

Le conflit syrien, une guerre par procuration
Colin H. Carignan

Cahiers de recherche en politique appliquée

Revue de l'École de politique appliquée
de l'Université de Sherbrooke

Directrice de la revue : Mme Isabelle Lacroix

Rédactrice en chef : Mme Eugénie Dostie-Goulet

Éditeur : L'École de politique appliquée

ISSN (électronique) : 1921-7803

Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Canada
Bibliothèque nationale du Québec

© École de politique appliquée, 2015

Tout droit de traduction, d'adaptation et de reproduction par tous procédés, même partiellement, réservés pour tous pays et interdits sans l'autorisation de la Revue.

Nous joindre :

CAHIERS DE RECHERCHE EN POLITIQUE APPLIQUÉE
École de politique appliquée,
Université de Sherbrooke,
2500 boul. de l'Université,
Sherbrooke, Qc,
J1K 2R1

Cahiers.politique@USherbrooke.ca

Téléphone : 819 821-8000 poste 65612

Télécopieur : 819 821-7938

Cahiers de recherche en politique appliquée

Revue de l'École de politique appliquée
de l'Université de Sherbrooke

TABLE DES MATIÈRES

Elena Waldispuehl, *L'épidémie du virus Ebola en Afrique de l'Ouest : une menace réelle et mondialisée à la sécurité internationale* 1

Note de recherche

Colin H. Carignan, *Le conflit syrien, une guerre par procuration*..... 20

L'épidémie du virus Ebola en Afrique de l'Ouest : une menace réelle et
mondialisée à la sécurité internationale

L'épidémie du virus Ebola en Afrique de l'Ouest : une menace réelle et mondialisée à la sécurité internationale

Par Elena Waldispuehl *
Université de Sherbrooke

* Étudiante à la maîtrise en études politiques appliquées à l'École de politique appliquée

RÉSUMÉ — La communauté internationale fait face à une menace à la fois diffuse et transnationale de telle sorte que « la gravité et l'ampleur de la situation exigent désormais un niveau d'interventions internationales sans précédent » quant à l'épidémie du virus Ebola, qui fait rage depuis la fin de l'année 2013¹. Selon le Conseil de sécurité, le virus Ebola représente une grave menace à la paix et à la sécurité internationale puisque « les acquis obtenus par les pays les plus touchés en matière de consolidation de la paix et de développement risquent d'être réduits à néant par l'épidémie d'Ebola » et cela « compromet la stabilité des pays les plus touchés et que, si elle n'est pas jugulée, elle peut provoquer de nouveaux épisodes de troubles civils et de tensions sociales, une détérioration du climat politique et une aggravation de l'insécurité »². Cette résolution revêt un caractère historique puisqu'il s'agit de la première fois qu'un enjeu de santé est catégorisé comme une menace à la paix, bien que la mobilisation internationale s'est fait attendre plusieurs mois alors que les besoins sur le terrain étaient criants³.

Mots clés : Ebola, Afrique de l'Ouest, santé publique, sécurité, crise politique

¹ ONU. *Paix et sécurité en Afrique*. S/RES/2177, Conseil de Sécurité, 7288^e séance, 18 septembre 2014, [En ligne], [http://www.un.org/fr/documents/view_doc.asp?symbol=S/RES/2177\(2014\)](http://www.un.org/fr/documents/view_doc.asp?symbol=S/RES/2177(2014)) (page consultée le 5 mars 2015)

² ONU. *Paix et sécurité en Afrique*. S/RES/2177, [...].

³ AFP, 2014. « Ebola menace la sécurité internationale, soutient le Conseil de sécurité », *Le Devoir*, 19 septembre 2014 [En ligne], <http://www.ledevoir.com/international/actualites-internationales/418845/ebola-menace-la-securite-internationales-soutient-le-conseil-de-securite> (page consultée le 14 décembre 2014)

L'épidémie du virus Ebola en Afrique de l'Ouest : une menace réelle et mondialisée à la sécurité internationale

INTRODUCTION

L'ONU a ordonné le 18 septembre 2014 la création d'une mission spéciale (MINUAUCE) pour contrer l'urgence sanitaire provoquée par le virus Ebola qui a provoqué la mort de 8429 personnes sur les 21 296 cas enregistrés depuis le dernier bilan de l'OMS. Considérant que l'épidémie ne pourrait être contrôlée qu'à la fin de l'année 2015 selon plusieurs estimations, cette menace témoigne de la complexité de la coordination des interventions dans un système de santé publique de plus en plus mondialisé. Il s'agit d'une crise allant au-delà des prérogatives nationales de santé, c'est la locomotive d'une crise sociale, politique, humanitaire et économique à l'échelle internationale. Le virus Ebola ne représentait pas jusque-là un problème de santé publique comparable au sida, au paludisme et à la mortalité infantile en Afrique subsaharienne où 174 % des enfants meurent avant l'âge d'un an⁴. Nonobstant la dangerosité du virus, il ne s'agit pas de la maladie la plus mortelle puisque la tuberculose, le paludisme et la grippe tuent en moyenne deux millions de personnes par an, alors que le sida a tué 36 millions de personnes depuis 1983⁵. Certes, cette épidémie sans précédent semble mettre en péril le progrès réalisé en matière de développement en marge des Objectifs du Millénaire (OMD). Les dynamiques intrinsèques de cette crise remettent en question la sécurité humaine des populations affectées, qui sont déjà vulnérables en raison de l'insécurité alimentaire, l'analphabétisme, la difficile intégration économique et les déchirements historiques induits par la colonisation. Le virus provoque une déstabilisation des zones touchées et génère une crise globale montrant les limites structurelles de l'Afrique en matière de développement.

Or, quels facteurs exogènes et endogènes expliquent une telle orientation de l'aide internationale avec la création d'une mission historique par les Nations Unies pour coordonner la riposte à la flambée actuelle du virus Ebola, qui est une maladie frappant l'imaginaire collectif à l'instar de la variole ou encore de la peste? L'hypothèse de cette recherche est que l'épidémie du virus Ebola est considérée comme une menace à la sécurité et à la paix internationale en raison du fait que celle-ci se propage pour la première fois dans les centres urbains de l'Afrique de l'Ouest. Autrement dit, c'est seulement lorsque la flambée a atteint les villes que la mobilisation s'est opérée en raison d'une accélération de la contagion des cas probables et diagnostiqués. Cela met en exergue de profondes disparités entre les conditions de vie en milieu rural et urbain, alors que l'asymétrie Nord-Sud est observable relativement au degré de vulnérabilité des populations face à cette fièvre hémorragique. Pour présenter les enjeux sécuritaires, il est essentiel de présenter l'historique de l'Ebola, les acteurs engagés dans la lutte au virus, les facteurs explicatifs sur le plan politique, environnemental et socioéconomique ainsi que les plans d'actions et de coordination à l'échelle mondiale.

⁴ UNICEF. *Statistique du Liberia 2014*, [En ligne] http://www.unicef.org/french/infobycountry/liberia_statistics.html (page consultée le 14 décembre 2014)

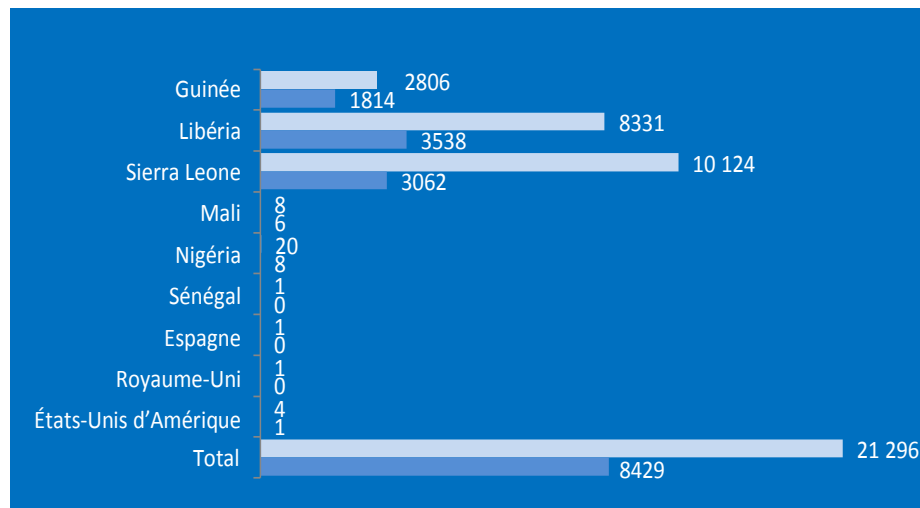
⁵ F. JOIGNOT. « Tous hantés par Ebola », *Le Monde*, 9 septembre 2014, [En ligne], http://www.lemonde.fr/securite-sanitaire/article/2014/10/09/tous-hantes-par-ebola_4503893_1655380.html (page consultée le 14 décembre 2014)

L'épidémie du virus Ebola en Afrique de l'Ouest : une menace réelle et mondialisée à la sécurité internationale

1. UNE ÉPIDÉMIE SANS PRÉCÉDENT : DES ORIGINES DE L'EBOLA À LA CRISE ACTUELLE

Le virus est apparu en 1976 en RDC dans un village où déferle une rivière nommée Ebola. La première flambée a causé la mort de 151 personnes sur 600 cas au Soudan et en RDC pour un taux de mortalité respectivement de 53 % et 73 %⁶. Le virus est catégorisé comme un pathogène hautement dangereux et contagieux devant être manipulé en laboratoire protégé seulement. Entre 1976 et 2012, le virus s'est propagé dans quatre États : la RDC, le Gabon, l'Ouganda et le Soudan. L'infection est létale jusqu'à neuf fois sur dix pour la souche « Zaïre », la responsable de l'épidémie actuelle, et deux à cinq fois sur dix pour les autres⁷. Depuis 25 ans, le virus est responsable d'une quinzaine de flambées tuant 1300 personnes⁸. Pour ce qui est de la flambée actuelle, la perspective d'une propagation mondiale aurait accéléré la mobilisation internationale⁹, qui s'est pourtant fait attendre de telle sorte que l'épidémie est devenue pratiquement incontrôlable dans la zone rouge¹⁰ si bien que les acteurs politiques de la région estiment que l'impact de cette épidémie est aussi dévastateur qu'une guerre civile¹¹.

Figure 1 : Le nombre de cas suspects, probables, confirmés (ligne pâle) et des décès (ligne foncée) (janvier 2015)¹²



⁶ J.-C. MANUGUERRA et A. GESSAIN. *Les virus émergents*, Presses universitaires de France, Paris, 2006, p. 82.

⁷ F. JOIGNOT. « Tous hantés par Ebola », *Le Monde*, [...].

⁸ J.-C. MANUGUERRA et A. GESSAIN. *Les virus émergents*, [...], p. 82.

⁹ M. LEACH. « Virus Ébola: l'heure de la remise en perspective », *Bulletin de l'OMS*, vol. 88, 2010, pp. 488–489, [En ligne], <http://www.who.int/bulletin/volumes/88/7/10-030710/fr/> (page consultée le 14 décembre 2014)

¹⁰ La zone rouge représente depuis décembre 2013 les trois pays les plus durement touchés par l'épidémie d'Ebola : la Guinée, la Sierra Léone et le Libéria où plus de 8000 personnes sont décédées dans ces États subsahariens.

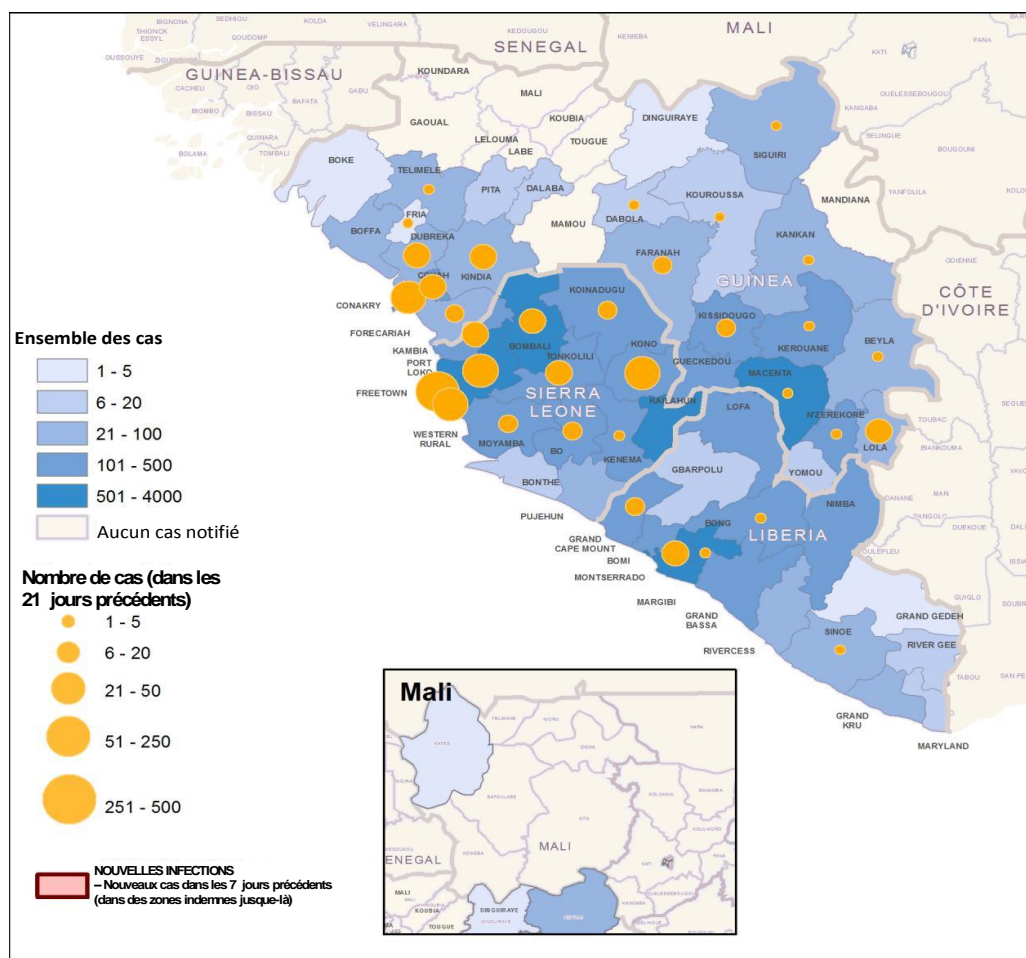
¹¹ LE MONDE.FR et AFP. « Ebola : les pays touchés demandent une aide massive », *Le Monde*, 4 mars 2015, [En ligne], http://www.lemonde.fr/afrique/article/2015/03/04/ebola-les-pays-touchees-demandent-un-planmarshall_4586975_3212.html (page consultée 5 mars 2015)

¹² OMS. *Rapport de situation sur la flambée de maladie à virus Ebola*, 14 janvier 2015, p. 1.

L'épidémie du virus Ebola en Afrique de l'Ouest : une menace réelle et mondialisée à la sécurité internationale

Selon les équipes médicales de l'OMS sur le terrain, le premier cas d'Ebola est apparu en Guinée après les analyses posthumes du corps d'un enfant habitant dans un village en zone forestière. En décembre 2013, l'enfant avait pour symptôme de la fièvre, des selles noires et des vomissements, il serait décédé en deux jours seulement. Ce village est situé dans la « zone rouge » de la flambée.

Figure 2 : Distribution géographique des nouveaux cas et total des cas confirmés ou probables en Guinée, au Libéria, au Mali et en Sierra Leone selon l'OMS (janvier 2015)¹³



La période d'incubation est de 2 à 21 jours au cours desquels les personnes peuvent être infectées par contact direct ou via des fluides corporels, le principal mode de transmission. Le virus pourrait évoluer et être transmissible par l'air, ce qui aurait des conséquences catastrophiques sur les mesures de confinement étant donné le taux de mortalité du virus et les conditions sanitaires précaires en Afrique subsaharienne. Cette

¹³ OMS. *Rapport de situation sur la flambée de maladie à virus Ebola*, 14 janvier 2015, p. 6.

L'épidémie du virus Ebola en Afrique de l'Ouest : une menace réelle et mondialisée à la sécurité internationale

infection est létale pour 50 % à 90 % des cas observés, alors qu'il n'existe aucun traitement actuellement¹⁴. Des pronostics estiment que 500 000 à 1,4 million de personnes seront infectées si aucune intervention supplémentaire n'est menée, alors que 70 % des cas devront être traités pour contenir les risques de contagion mondiale¹⁵.

Selon le Centre américain de contrôle et de prévention des maladies épidémiologiques, le risque de transmission serait faible dans les pays développés puisqu'ils possèdent les infrastructures sanitaires nécessaires pour contenir le virus et que peu de personnes infectées ont les moyens financiers pour voyager en dehors du continent africain¹⁶. Les pays développés sont *de facto* très peu à risque quant à une éventuelle pandémie relativement au virus Ebola, bien que le personnel soignant soit les principales victimes du virus lors de leur déploiement à l'étranger. Cela s'explique par les conditions sanitaires déficientes et le manque de ressources sur le terrain, soit des régions qui sont pour la plupart extrêmement pauvres. Le personnel soignant est la première menace de transmission dans les États développés à l'image des cas recensés aux États-Unis. Ce phénomène illustre l'asymétrie Nord/Sud : face à la menace, l'inégalité de la répartition des ressources entre les États industrialisés et les États les moins avancés est indubitable.

2. LES FACTEURS SOCIOÉCONOMIQUES ET ENVIRONNEMENTAUX FAVORISANT L'AMPLITUDE DE L'ÉPIDÉMIE

Cette flambée aurait pour facteurs déterminants certaines dynamiques environnementales et socioéconomiques. Le virus serait transmissible par les chauves-souris frugivores vivant dans les régions forestières, qui regroupent des chasseurs abattant du gibier contaminé. Les femmes préparent ensuite la viande pour les repas, ce qui explique leur vulnérabilité¹⁷. Selon l'UNICEF, 55 % à 60 % des victimes du virus sont des femmes, car elles constituent le socle du tissu social en soignant les malades et assurant les rituels funéraires qui favorisent la transmission de la maladie¹⁸. Par ailleurs, l'ONG *Human Rights Watch* demande aux autorités d'adjoindre les inégalités sexuelles aux campagnes de prévention en raison du fait que les femmes représentent les premières victimes de cette crise. Considérant que ce sont les chauves-souris qui sont majoritairement porteuses du virus, la déforestation due à l'agriculture et au besoin en bois de chauffage sont d'autres facteurs environnementaux expliquant l'ampleur de la flambée actuelle. Cela s'explique en raison de la destruction de l'habitat naturel de ces

¹⁴ OMS. *Tout a commencé en Guinée: l'épidémie a continué à couvrir – sans être détectée – pendant plus de trois mois*, 22 septembre 2014, [En ligne], <http://www.who.int/csr/disease/ebola/ebola-6-months/guinea/fr/> (page consultée le 14 décembre 2014)

¹⁵ CDC. *Questions and Answers: Estimating the Future Number of Cases in the Ebola Epidemic—Liberia and Sierra Leone 2014–2015*, 19 novembre 2014, [En ligne], <http://www.cdc.gov/vhf/ebola/outbreaks/2014-west-africa/qa-mmwr-estimating-future-cases.html> (page consultée le 14 décembre 2014)

¹⁶ CDC. *Questions and Answers: Estimating the Future Number of Cases in the Ebola*, [...].

¹⁷ OMS. *Tout a commencé en Guinée*, [...].

¹⁸ C. ARSENAULT. « Pourquoi Ebola frappe davantage les femmes », *RFI*, 21 septembre 2014, [En ligne], <http://www.rfi.fr/afrique/20140921-pourquoi-ebola-contamine-tue-davantage-femmes-liberia-guinee-sierra-leone-hr-w-oms-unicef/> (page consultée le 14 décembre 2014)

L'épidémie du virus Ebola en Afrique de l'Ouest : une menace réelle et mondialisée à la sécurité internationale

dernières qui se rapprochent donc des villages où se trouvent des arbres fruitiers ; ce qui favorise ainsi une augmentation du contact avec l'homme¹⁹.

La première catégorie d'acteurs impliqués dans cette flambée meurtrière du virus Ebola est constituée des pays directement affectés par cette menace à la sécurité en Afrique de l'Ouest : le Libéria, la Guinée, la Sierra Leone, la RDC, le Sénégal, le Nigéria et le Mali²⁰. Les trois premiers pays se retrouvent dans la zone rouge de telle sorte que ces États doivent impérativement respecter des recommandations strictes afin de confiner le virus à l'intérieur de leurs frontières respectives. Relativement à cette crise qui nécessite un « cas de force majeure », ces dernières sont notamment le renforcement des contrôles aux frontières, la fermeture totale ou partielle des frontières, l'annulation de plusieurs événements d'envergure, le maintien d'un contrôle strict des migrations de populations parfois nomades, l'instauration de couvre-feu et de zones de quarantaine, etc²¹. De manière générale, cette crise montre la faiblesse des structures politiques, institutionnelles et sanitaires de ces États, qui ne disposent pas des ressources pour combattre le virus si bien que leurs gouvernements respectifs ont exhorté une aide internationale.

Cette crise illustre à quel point les populations subsahariennes sont vulnérables à de telles pandémies en vertu de plusieurs insuffisances que tentent de combler les OMD depuis plus d'une décennie déjà. La zone rouge regroupe des États ayant été gravement affectés par la guerre civile, ce qui encourage *ipso facto* leur appauvrissement. Le Libéria, dont la guerre civile a ravagé près de la totalité des infrastructures sanitaires, a subi le plus lourd tribut de la crise. Certes, la « faiblesse des systèmes de santé en Guinée, au Libéria et en Sierra Leone ainsi que l'identification tardive du virus ont compromis la capacité à réagir rapidement et efficacement face à l'épidémie d'Ebola et a contribué à sa rapide propagation », alors que « [l']épidémie a également limité l'accès aux services de santé essentiels et représente une importante menace à la santé maternelle, néonatale et infantile dans les pays affectés »²². Ce ravage tend à fragiliser le processus de paix dans ces États ayant d'importantes faiblesses structurelles tel que l'illustre certains indicateurs comme l'indice composite de l'IDH²³. La crise au Libéria aurait laissé 2000 enfants orphelins, qui risquent d'être intégrés comme soldat dans des conflits armés en raison de leur profonde stigmatisation²⁴.

¹⁹ M. LEACH. « Virus Ébola: l'heure de la remise en perspective », [...].

²⁰ Il est à spécifier que des cas isolés et rapidement traités ont également été observés aux États-Unis et en Espagne.

²¹ L. GNAGO. « Ebola : les pays de la zone redoublent de précautions », *RFI*, 19 août 2014, [En ligne], <http://www.rfi.fr/afrique/20140819-ebola-pays-zone-redoublent-precautions/> (page consultée le 6 mars 2015)

²² OXFAM et al. *Epidémie Ebola : D'abord une crise sanitaire*, 2014, [En ligne], http://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/version_finale_impact_ebola_sur_les_systeme_s_de_sante_francophonie_26_11.pdf (page consultée le 5 mars 2015)

²³ L'IDH pour les États de la zone rouge est de 0,388 pour le Libéria (le deuxième indice le plus faible au monde après l'Éthiopie), 0,359 pour la Sierra Leone (le cinquième) et 0,355 pour la Guinée (septième) selon les données du PNUD en mars 2013 – ce qui coïncide avec le début de l'épidémie d'Ebola dans la région et ainsi on peut estimer une détérioration de ces résultats pour les années à venir-. S. SUDRE. « Ebola : Le Libéria craint de retomber dans la guerre civile », 23 septembre 2014, *L'Humanité*, [En ligne] <http://www.humanite.fr/ebola-le-liberia-craint-de-retomber-dans-la-guerre-civile-552484> (page consultée le 14 décembre 2014)

²⁴ C. ARSENAULT. « Pourquoi Ebola frappe davantage les femmes », [...].

L'épidémie du virus Ebola en Afrique de l'Ouest : une menace réelle et mondialisée à la sécurité internationale

Le taux de chômage en Afrique de l'Ouest est très élevé en s'établissant à 30 % pour l'ensemble de la population active et ce dernier tend à depuis le début de la crise²⁵, alors que le virus affecte plus particulièrement la tranche d'âge des 15 à 59 ans (la population active en soi)²⁶. La population la plus vulnérable « consiste en des familles vivant en zones rurales qui dépendent de l'agriculture pour leur subsistance²⁷. Cette réalité socioéconomique contribue aux migrations extrafrontalières pour trouver un emploi ou encore de la nourriture. Comme les frontières sont relativement poreuses, il subsiste « des conditions optimales pour un virus extrêmement contagieux »²⁸. La prépondérance de la pauvreté extrême dans cette région, soit un revenu inférieur à 1,25 dollar par jour, fait en sorte que nombre d'individus doivent effectuer du braconnage dans les zones à risque pour assurer leur survie, ce qui décuple les probabilités de transmission du virus. En outre, cela augmente le seuil de vulnérabilité de ces États quant à la segmentation du tissu social et l'effondrement des possibilités d'émancipation dans une perspective de sécurité humaine. Le sous-développement s'explique en partie par les effets délétères des guerres civiles ayant ravagé l'ensemble de ces pays et favorisé les conditions d'émergence de maladies comme le virus Ebola qui, à son tour, contribue au renforcement du sous-développement²⁹. Cette épidémie montre les insuffisances structurelles de l'Afrique et le besoin d'un véritable cercle vertueux de développement.

3. ENJEUX DE SÉCURITÉ : CRISE DE SANTÉ PUBLIQUE ET DÉSTABILISATION DES RÉGIMES POLITIQUES

Cette pandémie montre les faiblesses structurelles des pays affectés, si bien que la zone rouge glisse vers une crise politique et humanitaire. Ces États ont instauré des mesures strictes de confinement et de quarantaine des bidonvilles et des villages contaminés, ce qui exacerbe l'isolement de communautés rurales et urbaines. Ces dernières ne disposent pas des ressources nécessaires pour affronter cette crise qui favorise l'exclusion sociale et la stigmatisation des personnes infectées ainsi que celle de leurs proches. Il s'agit de la première flambée dans des centres urbains, ce qui décuple la dangerosité de celle-ci. L'explosion des cas diagnostiqués dans la zone rouge peut amplifier des tensions ethniques et politiques existantes, alors que les nombreux impacts de la crise Ebola contribuent à une crise de confiance envers les institutions et accroissent le risque de déliquescence des structures étatiques des pays affectés par l'épidémie.

Au Libéria, c'est l'ensemble des structures de gouvernance qui semblent s'écrouler. Des émeutes éclatent quotidiennement et des affrontements ont lieu entre les forces armées et les citoyens dans les quartiers en quarantaine pendant l'été 2014³⁰.

²⁵ NUCEA. *Incidences socio-économiques d'Ébola sur l'Afrique*, janvier 2015, Éthiopie, p. xiv.

²⁶ OMS. *Tout a commencé en Guinée*, [...].

²⁷ NUCEA. *Incidences socio-économiques d'Ébola sur l'Afrique*, [...], p. xiv.

²⁸ OMS. *Tout a commencé en Guinée*, [...].

²⁹ A. ACHARYA. « La sécurité humaine », dans J. BAYLIS, S. SMITH et P. OWENS (dir.), *La globalisation de la politique mondiale: Une introduction aux relations internationales*, Modulo, 2011, pp. 485-500.

³⁰ A. MUKPO. « Derrière Ebola, une crise de gouvernance », *Courrier international*, 2 octobre 2014, [En ligne], <http://www.courrierinternational.com/article/2014/10/02/derriere-ebola-une-crise-de-gouvernance> (page consultée le 14 décembre 2014)

L'épidémie du virus Ebola en Afrique de l'Ouest : une menace réelle et mondialisée à la sécurité internationale

Néanmoins, le Libéria a levé l'état d'urgence le 13 novembre 2014 en raison d'une accalmie des contagions, bien que l'OMS rappelle que 42 jours doivent être observés sans nouveau cas pour qu'un État soit libéré du virus. La Sierra Leone opérationnalise un confinement inédit de sa population pour mettre en œuvre une campagne de porte-à-porte après l'échec d'un couvre-feu obligatoire pour l'ensemble de sa population³¹. Le gouvernement guinéen ordonna la fermeture des écoles (elles ne seront que rouvertes en janvier 2015), alors qu'il y a une recrudescence des crimes violents à Conakry en octobre 2014³². Au plus fort de la flambée d'Ebola, la Banque mondiale estime à 5 millions d'enfants le nombre d'élèves privés d'école en raison des mesures d'urgence instaurées pour reprendre le contrôle de l'épidémie dans la région³³. Cette conjoncture contribue à l'augmentation des tensions, des exactions, du trafic humain et des affrontements partisans dans des États ayant une faible capacité de démocratisation et, donc, des leviers moindres pour établir des réponses pacifiques à la menace³⁴. Considérant l'instabilité politique produite par les conséquences plurielles de la crise, la régionalisation de la crise demeure réelle en raison de l'interdépendance des guerres civiles ayant eu lieu au Libéria et en Sierra Leone.

Les fondements des tensions politiques, sociales, ethniques et économiques dans la région débutent avec la création de la République du Libéria après l'initiative d'une société philanthropique américaine afin de reloger les esclaves noirs libérés en 1847. Dès lors, une domination américano-libérienne est observable jusqu'au coup d'État de Samuel Doe en 1980, qui instaura un régime dictatorial. En 1989, le *National Patriotic Front of Liberia* (NPFL), qui est dirigé par Charles Taylor, organise une résistance qui génère les prémisses de la guerre civile du Libéria (1989-1997) où près de 150 000 personnes sont décédées³⁵. En Sierra Leone, la guerre civile débute le 23 mars 1991 avec l'insurrection du groupe armé *Revolutionary United Front* (RUF) contre le régime militaire de Joseph Momoh. Ensuite, celui-ci est renversé du pouvoir par l'armée en raison de plusieurs factions internes et il se réfugie en Guinée. Le RUF est ouvertement soutenu militairement, économiquement et politiquement par le NPFL de telle sorte que la guerre civile en Sierra Leone est en quelque sorte une extension de celle au Libéria en

³¹ Le gouvernement sierra-léonais a annoncé l'interdiction de tout rassemblement public entourant les célébrations de Noël et du Nouvel An en raison de l'instauration de l'état d'urgence pour contenir l'épidémie ; AFP. « Ebola : la Sierra Leone interdit toute célébration publique pour Noël et Nouvel An », *Libération*, 12 décembre 2014, [En ligne], http://www.liberation.fr/monde/2014/12/12/ebola-la-sierra-leone-interdit-toute-celebration-publique-pour-noel-et-nouvel-an_1162456 (page consultée le 14 décembre 2014)

³² S. LANGLOIS. *Les visages de l'Ebola en Afrique*, 19 octobre 2014, SRC, [En ligne] <http://blogues.radio-canada.ca/correspondants/author/slanglois/> (page consultée 13 décembre 2014)

³³ BANQUE MONDIALE. *Retour à l'école après l'épidémie d'Ebola*, 1^{er} mai 2015, [En ligne], <http://www.banquemondiale.org/fr/news/feature/2015/05/01/back-to-school-after-ebola-outbreak> (page consultée le 3 juin 2015)

³⁴ Selon l'indice de démocratie globale réalisé par The Economist (2012), les États de la zone rouge montrent de faibles aptitudes pour ce qui est de la culture démocratique, de la capacité du gouvernement à mettre en œuvre son programme, du respect des libertés civiles, de la participation citoyenne et de la qualité du processus électoral.

³⁵ MINUL. *Historique*, [En ligne], <http://www.un.org/fr/peacekeeping/missions/unmil/background.shtml> (page consultée le 5 mars 2015)

L'épidémie du virus Ebola en Afrique de l'Ouest : une menace réelle et mondialisée à la sécurité internationale

vertu de l'ambition de Taylor d'étendre sa domination aux régions diamantifères de la Sierra Leone. La guerre civile sierra-léonaise a fait plus de 120 000 morts ainsi que le déplacement de millions de réfugiés vers les frontières avoisinantes, ce qui favorise la régionalisation du conflit tout en mettant davantage de pression sur les structures gouvernementales au moment où ces États deviennent déliquescents en ne pouvant plus assumer leurs fonctions régaliennes. De plus, le régime dictatorial de Lansana Conté en Guinée fragilise davantage la stabilité politique de la région³⁶. En définitive, les conséquences de la guerre civile sont l'effondrement de l'État et des structures sociales, l'effritement des valeurs communes et de la vie associative en raison d'une violence exacerbée, de la pauvreté extrême ainsi que la constitution d'une génération de damnés avec les nombreux orphelins, enfants-soldats et handicapés pendant le conflit armé. Cette histoire commune favorise donc la prolifération d'un virus extrêmement létal comme l'Ebola.

Le risque de surenchère de violence est non négligeable en vertu des conséquences économiques de la crise. En effet, le groupe de la BM estime que l'Afrique de l'Ouest pourrait perdre 2,2 milliards à 7,4 milliards de PIB en 2014 selon différents scénarios. L'impact financier est double. Il se fait sentir par l'augmentation des dépenses publiques en santé, mais aussi par l'importante baisse de productivité en raison du nombre de travailleurs malades, mourants ou assistant leurs proches et de la fermeture des frontières de certains États limitrophes; ce qui a des effets directs sur le commerce régional et international³⁷. Cette crise favorise l'inflation du coût des aliments de première nécessité comme le riz, ce qui augmente considérablement l'insécurité alimentaire et les possibilités d'émeutes chez les populations affectées.

Le moteur de ces impacts économiques serait la peur de la contagion, qui justifie une hausse de l'absentéisme au travail, la fermeture d'entreprises et la perturbation des services publics comme le transport en commun ou encore la fermeture des frontières. Les principales incidences de la situation épidémiologique en Afrique sont un déséquilibre des finances publiques par l'accroissement de déficits budgétaires, la diminution et le détournement des « dépenses publiques d'investissement en capital physique et humain au profit des dépenses de santé et autres dépenses sociales » et « [l]es pressions inflationnistes augmentent à mesure que l'épidémie se répand, sapant la compétitivité des entreprises et des commerçants et provoquant une baisse du pouvoir d'achat des ménages »³⁸. De ce fait, l'UA exhorte en septembre 2014 les États de son organisation d'absolument rouvrir les frontières en dépit des impacts occasionnés par la crise³⁹. Ce phénomène accroît la vulnérabilité de la région puisque ces mesures ont des conséquences dévastatrices sur le redressement économique de ces États de la

³⁶ MINUSIL. *Historique*, [En ligne],

<http://www.un.org/fr/peacekeeping/missions/past/unamsil/background.shtml> (page consultée le 5 mars 2015)

³⁷ BANQUE MONDIALE. *Face à la crise Ebola, la réponse d'urgence du Groupe de la Banque mondiale*, 8 décembre 2014, [En ligne],

<http://www.banquemondiale.org/fr/topic/health/brief/world-bank-group-ebola-fact-sheet> (page consultée le 14 décembre 2014).

³⁸ NUCEA. *Incidences socio-économiques d'Ébola sur l'Afrique*, [...], pp. xiii-xiv.

³⁹ COURRIER INTERNATIONAL. *L'Union africaine demande la réouverture des frontières*, 10 septembre 2014, [En ligne] <http://www.courrierinternational.com/article/2014/09/10/l-union-africaine-demande-la-reouverture-des-frontieres> (page consultée le 14 décembre 2014)

L'épidémie du virus Ebola en Afrique de l'Ouest : une menace réelle et mondialisée à la sécurité internationale

CEDEAO, dont les structures économiques sont étroitement reliées aux transferts de fonds de leur diaspora. La BAD rappelle que la migration est essentielle au développement lors de la reconstruction post-conflit, alors que le FMI s'oppose à toute stigmatisation de l'Afrique surtout que certaines mesures entreprises conduisent à un certain « embargo économique » insidieux⁴⁰.

La pandémie nécessite une mobilisation internationale pour résorber la transmission de la maladie. Plusieurs acteurs sont ici en jeu, à commencer par les médias internationaux qui ont joué un rôle majeur dans l'intervention tardive de certains États tout en favorisant par leur couverture médiatique sensationnaliste une possible paranoïa occidentale, qui a été particulièrement observable aux États-Unis en vertu du premier cas hors Afrique d'Ebola⁴¹. La Maison-Blanche fut le théâtre d'une mosaïque de protestations exigeant l'interruption des vols reliant Washington à l'Afrique, alors que cinq écoles du Texas et de l'Ohio ont été fermées de manière préventive à la suite du diagnostic d'un deuxième cas d'Ebola⁴². Au Canada, la suspension de l'octroi de visas pour les ressortissants des pays de la zone rouge est ouvertement décriée, alors qu'au même moment une première équipe médicale canadienne est envoyée sur le terrain⁴³. La France représente, quant à elle, un acteur de premier plan dans l'effort de coordination en Guinée à la demande de l'ONU et de l'UE⁴⁴. Cette situation pourrait s'expliquer par la forte présence française en Afrique de l'Ouest en tant qu'ancienne métropole et du fait que c'est un laboratoire français qui a détecté le premier cas d'Ebola en Guinée. De plus, c'est Paris qui est au centre de la mobilisation européenne en ayant exhorté la tenue d'une rencontre au sommet pour enclencher le processus de coordination de l'aide internationale⁴⁵. Enfin, la communauté internationale doit s'assurer que les investissements injectés dans la lutte au virus soient acheminés aux effectifs sur le terrain et pas l'objet de détournement de fonds vers des entreprises d'armement et de financement de certains groupes rebelles.

⁴⁰ LE MONDE.FR. *Ebola : le FMI met en garde contre une stigmatisation de l'Afrique*, 12 septembre 2014, [En ligne] http://www.lemonde.fr/planete/article/2014/10/12/ebola-le-fmi-met-en-garde-contre-une-stigmatisation-de-l-afrique_4504779_3244.html (page consultée de 13 décembre 2014)

⁴¹ J.-L. SANTINI. « La peur de la contamination grandit aux États-Unis », *La Presse et AFP*, 5 octobre 2014, <http://www.lapresse.ca/international/dossiers/virus-ebola/201410/05/01-4806518-la-peur-de-la-contamination-grandit-t-aux-etats-unis.php> (page consultée le 5 mars 2015)

⁴² R. HETU. « Cafouillage autour du premier cas d'Ebola aux États-Unis », *La Presse*, 2 octobre 2014, [En ligne], <http://www.lapresse.ca/international/dossiers/virus-ebola/201410/02/01-4805608-cafouillage-autour-du-premier-cas-debola-aux-etats-unis.php> (page consultée le 14 décembre 2014)

⁴³ REUTERS et ICI RADIO-CANADA. *Le Canada suspend l'octroi de visas pour certains pays touchés par l'Ebola*, 31 octobre [En ligne], <http://ici.radio-canada.ca/nouvelles/societe/2014/10/31/006-ebola-visa-virus-canada.shtml> (page consultée le 13 décembre 2014)

⁴⁴ FIGARO. *Guinée: la France à la tête de la lutte anti-Ebola*, 15 novembre 2014, [En ligne], <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2014/11/15/97001-20141115FILWWW00171-guinee-la-france-a-la-tete-de-la-lutte-anti-ebola.php> (page consultée le 15 décembre 2014)

⁴⁵ MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES, DE LA SANTÉ ET DES FEMMES. *Nous agissons contre Ebola*, 12 février 2015, [En ligne] <http://ebola.sante.gouv.fr/nous-agissons-contre-ebola/> (page consultée le 5 mars 2015)

L'épidémie du virus Ebola en Afrique de l'Ouest : une menace réelle et mondialisée à la sécurité internationale

4. MESURES STRATÉGIQUES ET GESTION DE CRISE HUMANITAIRE À L'ÉCHELLE INTERNATIONALE

Une seconde catégorie d'acteurs de la crise politique et humanitaire engendrée par le virus Ebola est constituée des institutions internationales coordonnant l'aide pour résorber cette urgence sanitaire. L'OMS est au cœur de la crise en raison de son mandat d'autorité directrice en santé publique et de ses capacités de mobilisation pour endiguer l'épidémie. Par ailleurs, l'OMS est responsable de la formation du personnel soignant (en partenariat avec le CDC), de la gestion des laboratoires ainsi que de la prise en charge des cas diagnostiqués d'Ebola.

Figure 3 : Tableau présentant l'envoi de matériel par l'OMS aux États de la zone rouge⁴⁶

Liberia	Sierra Leone	Guinée
50 000 trousse de protection	48 tonnes de fournitures sanitaires pour les centres de traitements	28 véhicules : dispositif de dépistage dans les zones forestières reculées
1300 tonnes de fournitures essentielles à la survie	7440 paires de gants en latex et housses mortuaires	57 tonnes de matériel sanitaire et médical
	100 tonnes de médicaments	4,5 millions de gants et 50 tentes de dépistage

La MINUAUCE et le CDC sont également des acteurs institutionnels de premier plan. La MINUAUCE est dirigée par Ismail Ould Cheikh Ahmed et a pour principaux objectifs de stopper l'épidémie, de traiter les personnes infectées, d'assurer les services essentiels, de préserver la stabilité et de travailler pour éviter d'autres épidémies⁴⁷. Les principes opérationnels de la MINUAUCE sont l'adoption d'une approche régionale, la centralité de l'appropriation nationale, la collaboration avec les différents gouvernements et partenaires sur le terrain, la diffusion d'un message claire aux gouvernements nationaux dans ce qu'on peut attendre de l'ONU, une approche singulière pour répondre à la crise dans la perspective d'une réponse spécifique de l'ONU quant aux besoins et nécessités de chaque pays touché. Ses principales activités sont : la gestion des cas et des laboratoires de dépistage, la recherche de cas et de contacts sur le terrain, le suivi des sépultures pour qu'elles soient à la fois sécuritaires et dignes et la mobilisation sociale. Finalement, la MINUAUCE assure la logistique, la dotation en personnel et ressources humaines, la formation, la gestion de l'information, la coordination et les paiements en espèce.

Le CDC a un rôle incontournable en rapport avec son expertise en recherche en santé publique, mais également en vertu ses moyens financiers et techniques pour informer la population sur les différentes actions à entreprendre pour réduire la

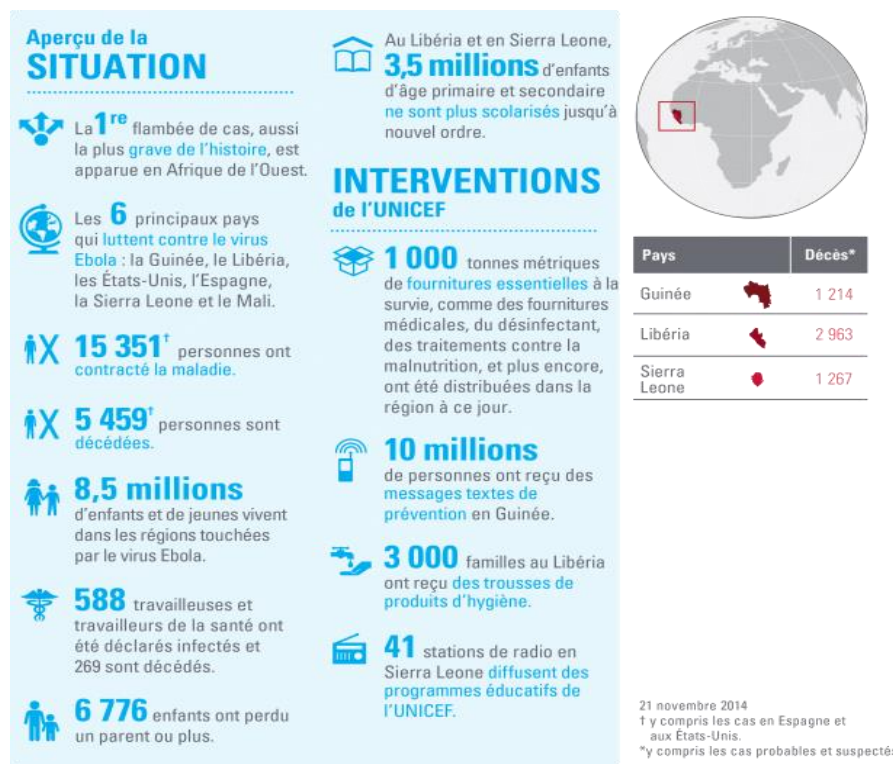
⁴⁶ OMS. *Tout a commencé en Guinée*, [...].

⁴⁷ ONU. *Mission des Nations Unies pour l'action d'urgence contre l'Ebola*, 2015, [En ligne] <https://ebola-response.un.org/fr/mission-des-nations-unies-pour-action-urgente-contre-ebola> (page consultée le 5 mars 2015)

L'épidémie du virus Ebola en Afrique de l'Ouest : une menace réelle et mondialisée à la sécurité internationale

propagation de la maladie. Le CDC a pour mandat au travers de la crise d'analyser les échantillons de cas suspectés à l'échelle mondiale, d'assurer la diffusion de message sanitaire en Afrique de l'Ouest et ailleurs, de faire le suivi auprès des personnes ayant été en contact direct ou indirect avec des malades afin de déterminer si elles présentent des symptômes, la formation du personnel soignant, la formation des autorités civiles quant aux mesures à prendre pour ce qui est du transport de personnes atteintes par le virus et l'instauration d'un partenariat avec les services frontaliers américains pour dépister les personnes présentant des symptômes du virus lors de leur entrée aux États-Unis⁴⁸. Les autres institutions internationales impliquées sont l'UE, le FMI, la BM, l'UA, la CEDEAO et d'autres organes du cadre onusien comme le PNUD, le PAM et l'UNICEF qui offrent du soutien technique, logistique et financier aux différents acteurs présents sur le terrain dans l'effort de coordination et de mobilisation. Les États du G20 ont annoncé des contributions à l'effort international, bien que certaines ONG déplorent l'absence de véritables engagements financiers⁴⁹.

Figure 4 : Tableau de l'aide déployée par l'UNICEF (novembre 2014)⁵⁰



⁴⁸ CDC. *Réponse à l'épidémie d'Ébola 2014 : activité du CDC*, 2014, [En ligne], http://français.cdc.gov/img/cdc/FR_34513.pdf (page consultée le 5 mars 2015)

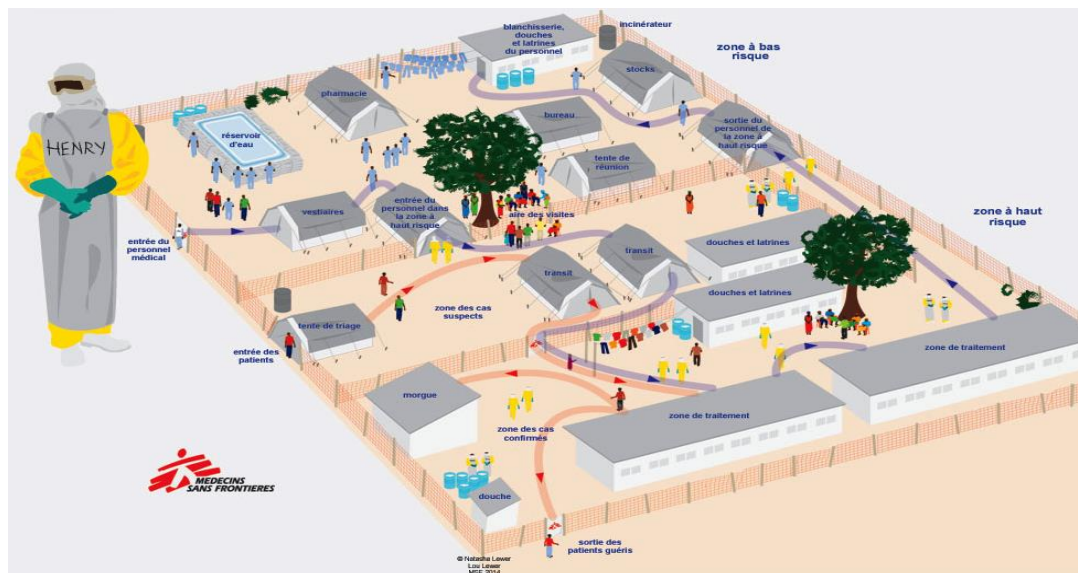
⁴⁹ B. FINCK. « Le G20 s'engage à éradiquer l'épidémie d'Ebola », *La Presse*, 15 novembre 2014, [En ligne], <http://www.lapresse.ca/international/dossiers/virus-ebola/201411/15/01-4819360-le-g20-sengage-a-eradiquer-lepide-mie-debola.php> (page consultée le 14 décembre 2014)

⁵⁰ UNICEF. *Épidémie du virus Ébola*, 21 novembre 2014, [En ligne] <http://www.unicef.ca/fr/epidemie-du-virus-ebola> (page consultée le 5 mars 2015)

L'épidémie du virus Ebola en Afrique de l'Ouest : une menace réelle et mondialisée à la sécurité internationale

La dernière catégorie d'acteurs est celle des ONG ayant pour mandat le développement et la santé comme MSF et la Croix-Rouge. Ces dernières, qui ont d'ailleurs des mandats de coordination de l'aide sur le terrain en collaboration avec le personnel soignant de l'OMS, soulignent des problèmes de recrutement des travailleurs spécialisés sur le terrain. La Croix-Rouge estime que 60 % des bénévoles s'engageant à travailler dans les zones infectées reviennent sur leur décision à la suite de pression de leurs proches, alors que les besoins *in situ* sont criants⁵¹.

Figure 5 : Infographie d'un centre de traitement du virus Ebola administré par MSF ⁵²



Pendant l'été 2014, ces ONG craignaient d'être débordées par la situation en raison d'une « totale défaillance des infrastructures » et du manque de ressources⁵³. MSF affirmait même être sur le point de « perdre la bataille » contre la progression du virus Ebola⁵⁴. Ces déclarations pourraient s'expliquer *a priori* par des stratégies

⁵¹ AP. « Ebola : la Croix-Rouge s'inquiète de la propagation du virus », *La Presse*, 17 novembre 2014, [En ligne], http://www.lapresse.ca/le-soleil/actualites/sante/201411/17_01-4819729-ebola-la-croix-rouge-sinquiete-de-la-propagation-du-virus.php (page consultée le 14 décembre 2014)

⁵² THINGLINK. *Centre de traitement d'Ebola [MSF]*, 2015, [En ligne] <https://www.thinglink.com/scen e/55936074 2642417666> (page consultée le 5 mars 2015)

⁵³ C. FOUQUET. « Ebola : les ONG craignent d'être débordées par la situation », *Les Echos*, 15 août 2014, [En ligne], <http://www.lesechos.fr/monde/afrique-moyen-orient/0203705414828-ebola-les-ong-craignent-detre-deborde-es-par-la-situation-1033309.php> (page consultée le 14 décembre 2014)

⁵⁴ ICI RADIO-Canada. *Le monde « perd la bataille » contre l'Ebola, selon MSF*, 2 septembre, 2014 [En ligne] <http://ici.radio-canada.ca/nouvelles/international/2014/09/02/009-onu-msf-afrique-ebola-guinee-liberia-sierra-leone.shtml> (page consultée le 14 décembre 2014)

L'épidémie du virus Ebola en Afrique de l'Ouest : une menace réelle et mondialisée à la sécurité internationale

communicationnelles permettant de mobiliser davantage de ressources ou encore favoriser une certaine prise de conscience internationale quant aux différents enjeux de sécurité humaine soulevés par cette crise humanitaire. MSF et la Croix-Rouge sont des ONG au cœur de la riposte contre Ebola en étant des organisations de secours médical d'urgence s'appuyant sur le travail bénévole de nombreux humanitaires qui implantent « des projets là où les infrastructures médicales sont inexistantes, et là où la population est soumise à des pressions intolérables »⁵⁵ puisque ces dernières sont reconnues pour leur rapidité d'intervention, leurs compétences et leur efficacité d'action, lors de situations d'urgence extrême, et cela tout en promouvant le respect du droit international humanitaire et son application dans les législations nationales⁵⁶.

Figure 6 : Tableau montrant la coordination de l'aide en rapport à la flambée d'Ebola⁵⁷

Activité de riposte	Organisation principale
Prise en charge des cas	OMS
Recherche des cas et des contacts, laboratoires	OMS
Inhumations sans risque et dans la dignité	Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge
Participation des communautés et mobilisation sociale	UNICEF
Gestion de la crise	MINUAUCE
Logistique	MINUAUCE et Programme alimentaire mondial
Coordination des paiements en espèces	Programme des Nations Unies pour le développement
Personnel	MINUAUCE
Formation	OMS et Centers for Disease Control and Prevention des États-Unis d'Amérique
Gestion de l'information	MINUAUCE

La première équipe d'experts de la MINUAUCE fut déployée en septembre 2014 pour une période de six mois afin de contenir la contamination des populations civiles. Cette opération nécessitait un milliard de dollars pour coordonner l'effort international sur le plan logistique, humain et financier. Sur l'enveloppe de 500 millions de dollars déjà mobilisés à l'automne 2014, 117 millions sont déjà transférés aux États de la zone rouge de telle sorte que 58 millions sont distribués au Libéria, 34 millions à la Sierra Leone et 25 millions à la Guinée. La BM accorde également un soutien budgétaire pour des opérations commerciales, des programmes de redressement et le financement de 800 entreprises. Le FMI s'est engagé à débloquer 300 millions de dollars supplémentaires en novembre 2014 pour réduire les pressions financières au travers de prêts préférentiels, de réductions de dette et de subventions⁵⁸. Les fonds de ces institutions multilatérales

⁵⁵ MSF. *Qui sommes-nous ?*, [En ligne], <http://www.msf.ca/fr/qui-sommes-nous> (page consultée le 5 mars 2015)

⁵⁶ CICR. *Mandat et mission*, 2014, [En ligne], <https://www.icrc.org/fr/qui-nous-sommes/mandat-et-mission> (page consultée le 5 mars 2015)

⁵⁷ OMS. *Rapport de situation sur la flambée de maladie à virus Ebola*, 24 décembre 2014, p. 19 (19 p.)

⁵⁸ B. FINCK. « Le G20 s'engage à éradiquer l'épidémie d'Ebola », [...].

L'épidémie du virus Ebola en Afrique de l'Ouest : une menace réelle et mondialisée à la sécurité internationale

permettent l'achat de fournitures médicales, la formation et la coordination du personnel de santé, le paiement des primes de risque et d'assurances, l'achat de véhicules et matériel de gestion des données informatiques ainsi que le financement de missions d'éducation citoyenne⁵⁹.

Des États se sont aussi engagés à envoyer de l'aide bilatérale à l'instar de la Chine, qui a envoyé 160 infirmiers, médecins, épidémiologistes, ingénieurs et techniciens pour un total de 41 millions de dollars⁶⁰. Cette intervention survient après des critiques quant à l'apathie de Pékin dans le dossier en dépit de sa présence économique forte en Afrique. L'aide internationale se concrétise également par l'envoi de militaires dans les zones affectées; les États-Unis ont confirmé l'arrivée de 3000 militaires⁶¹. Il importe de se demander si cela peut représenter une solution à long terme pour enrayer les menaces de sécurité induites par la maladie et la pauvreté surtout que ces déploiements peuvent représenter une légitimation du financement des différents appareils militaires⁶². Le besoin prioritaire est de développer des tests diagnostiques plus rapides et moins onéreux puisque les méthodes de dépistage des 12 laboratoires mobiles sont laborieuses, dispendieuses et peu efficaces⁶³. Ces tests devraient reposer sur des échantillons sanguins par piqûre au doigt et permettre des résultats en moins de 30 minutes sans équipement autre qu'un port de protection individuelle⁶⁴. L'OMS insiste sur l'importance d'intégrer les croyances locales dans les procédés d'intervention en raison d'une méfiance à l'égard de la médecine occidentale⁶⁵. Par ailleurs, les ONG de coordination de l'aide médicale sur le terrain telles que MSF et la Croix-Rouge ont développé des pratiques d'intervention prenant en considération les croyances animistes des populations locales. Par exemple, leurs interventions médicales permettent certains rituels funéraires réalisés de manière sécuritaire tout en travaillant en étroite collaboration avec les marabouts et les figures spirituelles dominantes comme les conseils de sages dans ces sociétés traditionnelles, et ce, qu'elles soient en brousse ou dans les centres urbains de la région.

⁵⁹ BANQUE MONDIALE. *Face à la crise Ebola, la réponse d'urgence*, [...].

⁶⁰ LA PRESSE. *Ebola: des Chinois en renfort au Liberia, le Mali sur la brèche*, 16 novembre 2014, [En ligne], <http://www.lapresse.ca/international/dossiers/virus-ebola/201411/16/01-4819530-ebola-des-chinois-en-renfort-au-liberia-le-mali-sur-la-breche.php> (page consultée le 13 décembre 2014)

⁶¹ Depuis, Washington a annoncé le retrait progressif de ses troupes au Libéria d'ici le 30 avril 2015.

ICI RADIO-Canada et AP. « La Banque mondiale craint l'impact économique de l'Ebola », 17 septembre 2014, [En ligne], <http://ici.radio-canada.ca/nouvelles/economie/2014/09/17/002-ebola-afrique-ouest-consequences-economiques-banque-mondiale.shtml> (page consultée le 14 décembre 2014)

⁶² M. HUFTY. « La sécurité environnementale: un concept à la recherche de sa définition », dans C. SERFATY (dir.), *Une économie politique de la sécurité*, Karthala, 2009, pp.117-139.

⁶³ OMS. *Tout a commencé en Guinée*, [...].

⁶⁴ LA PRESSE et AFP. *Ebola: l'OMS espère une baisse des infections début 2015*, 18 novembre 2014, [En ligne], <http://www.lapresse.ca/international/dossiers/virus-ebola/201411/18/01-4820165-ebola-loms-espere-une-baisse-des-infections-debut-2015.php> (page consultée le 14 décembre 2014)

⁶⁵ M. LEACH. « Virus Ébola: l'heure de la remise en perspective », [...], pp. 488-489.

L'épidémie du virus Ebola en Afrique de l'Ouest : une menace réelle et mondialisée à la sécurité internationale

En dépit d'une diminution des nouveaux cas de contagion selon l'OMS⁶⁶, les États les plus durement touchés par la crise demandent toujours une aide financière massive ainsi que les fonds promis pour ainsi instaurer leur plan régional de relance économique et de reconstruction puisque seulement 2,4 milliards des 5,1 milliards engagés leur ont déjà été versés⁶⁷. Selon les dirigeants politiques de la région, l'urgence pour les bailleurs de fonds est « de couvrir un déficit immédiat de financement de 400 millions de dollars » pour financer le travail du personnel soignant ainsi que le matériel médical dans une perspective de gestion globale de résolution de crise.

À cet égard, le président de la Guinée estime que son gouvernement doit bénéficier d'une annulation de sa dette et d'un plan Marshall puisque l'impact de l'Ebola est similaire à celui d'une guerre⁶⁸. Le FMI a octroyé à la Sierra Leone une extension de crédit et un allègement de sa dette pour un total de 187 millions de dollars US⁶⁹. Précédemment, le FMI a accordé 100 millions de dollars US aux États de la zone rouge pour alléger leur dette et ainsi diminuer les pressions quant à un éventuel défaut de paiement, qui aurait des conséquences alarmantes pour l'ensemble de la région surtout que cette dernière a vu son PIB chuter de 12%⁷⁰. Cet allègement de la dette permet à ces États de réorienter leurs finances publiques pour ainsi investir ensuite dans leur système de santé de telle sorte que le Libéria bénéficie maintenant de 13,9 lits pour chaque cas confirmé et probable, la Guinée a 3,1 lits disponibles et en Sierra Leone c'est plutôt 6,4 lits par patient (bien qu'il s'agisse de l'État le plus durement touché par la crise depuis 2015)⁷¹.

L'un des éléments centraux de cette crise et probablement le plus déterminant est le fait qu'il s'agit de la première fois que le virus Ebola est présent dans des zones urbaines⁷². Cet aspect accroît donc les probabilités de contagion de masse, mais il illustre également les disparités des situations rurales vis-à-vis celles des grands centres urbains en Afrique subsaharienne. Les conditions de vie sont extrêmement difficiles en zone rurale, ce qui diminue considérablement les chances de développement et d'émancipation des communautés rurales. Par exemple, le dernier rapport de l'ONU sur les OMD fait état de certains indicateurs tels que « les enfants des zones rurales en âge d'aller à l'école primaire avaient deux fois moins de chance d'être scolarisés que les

⁶⁶ LE MONDE.FR et l'AFP. « Ebola : l'OMS constate une « baisse réelle » des nouveaux cas en Afrique de l'Ouest », *Le Monde*, 15 janvier 2015, [En ligne] http://www.lemonde.fr/planete/article/2015/01/15/ebola-l-oms-constate-une-baisse-reelle-des-nouveaux-cas-dans-les-pays-les-plus-touchees_4557484_3244.html (page consultée le 11 mars 2015)

⁶⁷ LE MONDE.FR et l'AFP. « Ebola : les pays touchés demandent une aide massive », *Le Monde*, 4 mars 2015, [En ligne], http://www.lemonde.fr/afrique/article/2015/03/04/ebola-les-pays-touchees-demandent-un-plan-marshall_4_586975_3212.html (page consultée le 11 mars 2015)

⁶⁸ LE MONDE.FR et l'AFP. « Ebola : les pays touchés demandent une aide massive », [...].

⁶⁹ LE MONDE.FR et l'AFP. « Ebola : les pays touchés demandent une aide massive », [...].

⁷⁰ LE MONDE.FR et l'AFP. « Ebola : les pays touchés demandent une aide massive », [...].

⁷¹ LE MONDE.FR et l'AFP. « Ebola : l'OMS constate une « baisse réelle » des nouveaux cas », [...].

⁷² RFI. *Ebola en 7 questions*, [En ligne] <http://graphics.rfi.fr/virus-ebola-epidemie-infographie/> (page consultée le 11 mars 2015)

L'épidémie du virus Ebola en Afrique de l'Ouest : une menace réelle et mondialisée à la sécurité internationale

enfants des zones urbaines [alors qu'en] Afrique subsaharienne, 23 % seulement des filles pauvres et vivant dans des zones rurales ont terminé leur éducation primaire »⁷³.

Un autre indicateur est l'absence de personnel médical qualifié en zone rurale de telle sorte que ces régions présentent des taux de mortalité infantile et maternelle élevée dans la mesure où les zones rurales sont pour la plupart des régions difficiles d'accès pour les équipes d'intervention médicale augmentant ainsi le coût des opérations sur le terrain⁷⁴. Le principal danger de cette relation dissymétrique est « un exode rural irréversible » reposant sur les inégalités rurales et conduisant « simultanément à la macrocéphalie des capitales et à la désertion des campagnes », alors que la crise produit des⁷⁵ conséquences graves pour le secteur agricole. En effet, l'épidémie fait en sorte que les services essentiels comme la production agricole ne sont plus desservis, alors qu'au même moment les denrées de première nécessité subissent une hausse des prix ce qui *a fortiori* a un impact direct quant à la sécurité alimentaire de populations déjà vulnérables⁷⁶. Certes, il demeure de rares effets positifs à la crise comme la diminution du taux d'excision des jeunes filles en Sierra Leone notamment⁷⁷.

La crise induite par l'épidémie d'Ebola introduit à la fois les principes de gestion des menaces à la paix en accord avec l'intervention du Conseil de Sécurité avec la création de la MINUAUCE ainsi que les principes de gouvernance globale quant à des enjeux de sécurité humaine⁷⁸. La montée exponentielle des cas diagnostiqués d'Ebola dans la zone rouge s'explique par plusieurs facteurs déterminants sur le terrain tels qu'une souche extrêmement virulente, de graves insuffisances structurelles, la méfiance envers la médecine occidentale, un faible taux de scolarisation des populations les plus vulnérables et un manque criant d'infrastructures sanitaires et de personnel médical qualifié. Les ONG sur le terrain émettent des recommandations quant à l'orientation des mesures de gestion de crise pour l'ensemble des acteurs dans une perspective de gouvernance nationale et globale pour le développement durable et la sécurité humaine :

Commencer à planifier le renforcement des capacités des systèmes de santé, y compris la formation et l'équipement d'un nombre suffisant de personnel soignant pour restaurer les services essentiels, notamment en santé maternelle et infantile, ainsi que pour faire face à l'épidémie ; soutenir le renforcement des systèmes de santé à long terme, afin de laisser en place une forte capacité une fois la crise surmontée ; s'assurer que les enseignements soient retenus en ce qui

⁷³ ONU. *Rapport 2014 sur les Objectifs du Millénaire pour le développement*, New York, 2014, p. 17.

⁷⁴ ONU. *Rapport 2014 sur les Objectifs du Millénaire pour le développement*, [...], p. 29.

⁷⁵ P. PÉLISSIER. « Les interactions rurales-urbaines en Afrique de l'Ouest et centrale », *Bulletin de l'APAD*, no. 19, 2000, p. 2.

⁷⁶ BANQUE MONDIALE. « Ebola : l'urgence de la relance de l'agriculture en Guinée, au Libéria et en Sierra Leone, 12 février 2015, [En ligne], <http://www.banquemondiale.org/fr/topic/agriculture/brief/reviving-agriculture-in-ebola-hit-guinea-liberia-and-sierra-leone> (page consultée le 11 mars 2015)

⁷⁷ C. ARSENAULT. « L'épidémie d'Ebola fait reculer l'excision en Sierra Leone », *RFI*, 7 décembre 2014, [En ligne], <http://www.rfi.fr/afrique/20141207-epidemie-ebola-recul-excision-sierra-leone-mutilation-femmes/> (page consultée le 11 mars 2015)

⁷⁸ L. BALMOND. « Le Conseil de Sécurité et la crise d'Ebola : entre gestion de la paix et pilotage de la gouvernance globale », *Questions of International Law*, no. 10, 2014, pp. 5-25.

L'épidémie du virus Ebola en Afrique de l'Ouest : une menace réelle et mondialisée à la sécurité internationale

concerne les conséquences d'un service de santé fragmenté, sous-financé et en sous-effectif, comprenant une analyse complète de ce qui a fonctionné et ce qui pourrait être amélioré, afin de dicter les politiques internationales en matière de santé⁷⁹.

L'intervention et la mobilisation de la communauté internationale se sont fait attendre à un point tel que la gestion de la crise humanitaire entourant l'épidémie apparaisse à l'aune de l'automne 2014 comme un échec⁸⁰. Cela s'explique notamment par l'absence de plan coordonnée entre les différents acteurs, d'une coordination reposant essentiellement sur les actions d'une organisation privée en MSF alors que ce sont les Nations Unies qui devraient être responsables de cet aspect de la gestion humanitaire et, finalement, l'indifférence des États donateurs en raison du fait qu'il n'existe pour l'instant aucun vaccin contre l'Ebola –qui sévit principalement dans des régions pauvres réduisant ainsi les possibilités de profit–⁸¹. En définitive, la conjoncture politique fait en sorte que « l'agenda humanitaire international est bien rempli cette année : de Gaza à la Syrie, du Sud-Soudan à l'Ukraine et de l'Irak en passant par la République centrafricaine sans compter l'impact humanitaire lié à l'émergence de l'État Islamique », soit « autant de crises qui affectent des millions de personnes et garnissent l'agenda de demande d'aide internationale »; ce qui peut expliquer *a posteriori* la lenteur de l'intervention de la part de la communauté internationale pour une crise de santé publique qualifiée de sans égale par l'ONU elle-même.

5. CONCLUSION

Le virus déstabilise les différentes structures régionales et internationales par cette crise sanitaire montrant le caractère mondialisé des enjeux de santé publique. L'épidémie d'Ebola entre 2014-2015 représente *a priori* une menace à la sécurité internationale en raison du caractère létal de ce virus. Les États affectés doivent affronter une pénurie de matériel médical, si bien que le risque de contagion est renforcé par de faibles infrastructures sanitaires sur le terrain. Cette crise montre la profonde asymétrie dans les relations Nord-Sud. Cette épidémie menace les nombreux progrès enregistrés en Afrique subsaharienne en désagréant les systèmes de santé et d'éducation, voire l'ensemble de l'appareil étatique, tout en mettant en exergue un certain accroissement des tensions sociales et ethnoculturelles. L'instabilité politique, économique et sociale génère d'importants mouvements migratoires des populations affectées de telle sorte que le risque de contagion externalisé est réel.

Les cas diagnostiqués hors Afrique ont renforcé l'internationalisation des moyens d'action en vertu d'une crainte de contagion mondiale, alors que l'appréhension d'une menace de terrorisme virologique est réelle⁸². Des réseaux clandestins pourraient contaminer de nombreuses victimes en Occident et ailleurs afin d'instaurer un climat de

⁷⁹ OXFAM et al. *Epidémie Ebola : D'abord une crise sanitaire*, [...].

⁸⁰ F. AUDET. « L'épidémie d'Ebola : un échec de gestion de crise humanitaire », *Observatoire canadien sur les crises et l'action humanitaire*, octobre 2014, p. 1.

⁸¹ F. AUDET. « L'épidémie d'Ebola : un échec de gestion de crise humanitaire », [...], p. 2.

⁸² A. POLLACK. « Stabbing With Syringe in Nigeria Raises Concerns of Ebola as Weapon », *The New York Times*, 10 septembre 2014, [En ligne], http://www.nytimes.com/2014/09/11/world/africa/stabbing-with-syringe-in-nigeria-raises-concerns-of-ebola-as-weapon.html?_r=1 (page consultée le 14 décembre 2014)

L'épidémie du virus Ebola en Afrique de l'Ouest : une menace réelle et mondialisée à la sécurité internationale

peur ou manipuler le virus en laboratoire afin d'accélérer sa mutation. De telles attaques représenteraient une menace pour la population mondiale si bien que les différents paliers de gouvernement préparent leurs plans de contingence et s'assurent de disposer des moyens médicaux, financiers et les effectifs nécessaires pour contrer la menace d'une contagion de masse sur leur territoire⁸³.

La peur de l'autre peut s'avérer être la première conséquence et la plus pernicieuse, voire plus grave encore que l'impact économique ou politique. Autrement dit, le virus Ebola pourrait favoriser une nouvelle stigmatisation de l'Afrique et nuire à ses chances d'émancipation. La perception de la menace à la sécurité internationale qu'est le virus Ebola s'expliquerait entre autres par l'effet amplificateur et sensationnaliste des médias, ce qui aurait conduit à une vaste opération de santé publique mondiale en vertu des effets d'une certaine psychose collective. Les scénarios catastrophes émis par le CDC ont participé à la mobilisation internationale. Selon le processus de sécurisation observable en marge de la crise Ebola, ce sont plutôt les inégalités sociales qui représentent une véritable menace à la sécurité et à la paix dans la mesure où cette épidémie est le symptôme d'une crise plus profonde et transversale : le sous-développement de l'Afrique en dépit d'un essor économique important depuis quelques années déjà⁸⁴.

⁸³ Voir le plan d'urgence sanitaire de l'Agence de santé publique du Canada ainsi que des différentes recommandations dans les milieux de soins : <http://www.phac-aspc.gc.ca/id-mi/vhf-fvh/ebola-ipc-pci-fra.php>

⁸⁴ PNUD. *The Least Developed Countries Report 2014*, [En ligne], http://unctad.org/en/PublicationsLibrary/ldc2014_en.pdf (page consultée le 14 décembre 2014)

Le conflit syrien, une guerre par procuration

Note de recherche :
Le conflit syrien, une guerre par procuration

Par Colin H. Carignan *
Université de Sherbrooke

* Diplômé du baccalauréat en études politiques appliquées à l'École de politique appliquée

RÉSUMÉ — Le conflit syrien comporte plusieurs aspects importants qu'il faut bien saisir pour comprendre son ampleur et sa durée. Les origines de cette guerre civile sont profondes et beaucoup d'acteurs sont impliqués directement ou indirectement dans le conflit. Trois groupes de belligérants ou de factions sont identifiés soit les pro-rebelles, les pro-régimes ainsi que les groupes extrémistes et terroristes. De plus, le conflit syrien comporte des enjeux qui façonnent sa tournure et sa continuité. La question politico-religieuse ainsi que la recherche identitaire arabe sont au cœur de cette guerre civile. L'aspect socio-économique et l'expansion de la guerre d'une façon régionale sont aussi des enjeux importants dans le conflit syrien. Des initiatives régionales et internationales ont été mises en place pour trouver une solution au conflit, mais malgré ces actions, la guerre garde un certain immobilisme depuis son commencement.

Mots clés : Syrie, guerre, conflit, Al-Assad, extrémiste

Le conflit syrien, une guerre par procuration

INTRODUCTION

Le conflit syrien a débuté pacifiquement par des manifestations libérales en 2011. Le contexte révolutionnaire entrepris par la population s'est transformé en une guerre civile violente. En effet, gouvernement de Bachar Al-Assad n'a pas hésité à utiliser la force pour repousser les manifestants, ce qui a engendré une colère majeure vis-à-vis son régime de la part de la population. Une coalition est alors née entre le Mouvement des officiers libres et la population, l'Armée syrienne libre, qui combat les forces d'Al-Assad. Or, des groupes extrémistes comme l'État islamique et Al-Nosra ont profité de la situation tendue en Syrie pour s'introduire davantage dans la région et prendre le contrôle de villes et villages en Syrie. De plus, plusieurs acteurs régionaux participent à cet affrontement en sol syrien. La régionalisation du conflit est un enjeu majeur et la Communauté internationale est intervenue en ce qui a trait à l'expansion de l'État islamique en Syrie et en Irak. Une coalition menée par les États-Unis a déjà bombardé certaines zones contrôlées par le groupe extrémiste État islamique. De plus, la guerre dans le pays aurait fait environ 200 000 morts. L'année 2014 a été la plus meurtrière avec 76 000 morts d'après l'Observatoire syrien des droits de l'homme¹.

Ces quelques faits démontrent la complexité du conflit en Syrie qui demande un bon travail d'analyse pour bien comprendre les forces en présence ainsi que les enjeux de la guerre civile syrienne. Cette note de conflit brosse un portrait des origines ainsi que des acteurs impliqués en Syrie. De plus, les enjeux du conflit étant nombreux, nous en retiendrons trois qui semblent être plus pertinents. Nous concluons par la présentation d'initiatives passées ou futures pour tenter de résoudre le conflit syrien.

1. LES ORIGINES DU CONFLIT

La crise actuelle en Syrie a des liens avec l'Insurrection islamique de 1979. Une répression violente, principalement en direction des alaouites, a mené au massacre d'Hama en 1982. Le gouvernement d'Hafez Al-Assad, le père de Bachar, avait commandé une attaque à Hama pour reprendre celle-ci aux mains des Frères musulmans, causant la mort de 40 000 personnes d'après le Conseil syrien des droits de l'homme². Ce massacre est devenu un symbole de la contestation du sunnisme sur la minorité alaouite chiite qui détient le pouvoir au gouvernement et qui opprime l'idéologie défendue par la majorité du pays. La guerre civile actuelle serait en quelque sorte une continuité de l'insurrection opposant le père de Bachar et les Frères musulmans³.

Cependant, certains moments récents expliquent davantage le contexte actuel de la guerre civile en Syrie. Le Printemps arabe a débuté en décembre 2010 et il est le déclencheur de plusieurs manifestations dans la région. Le caractère libéral des demandes des manifestants et le départ de Ben Ali en Tunisie de façon pacifique ont donné de l'espoir aux pays du nord de l'Afrique et du Moyen-Orient. Cette révolution

¹ R. MOUSSAOUI. «Syrie: 76 000 morts en 2014, année la plus sanglante du conflit», *Agence France-Presse*, 2015, [En ligne], [...], (page consultée le 11 février 2015).

² LE MONDE.FR. «Syrie : l'ombre du massacre de février 1982 plane toujours sur Hama», *Proche-Orient*, 2012, [En ligne], [...], (page consultée le 9 octobre 2014).

³ F. BALANCHE. «Les Alaouites et la crise politique en Syrie», *Les clés du Moyen-Orient*, 2012, [En ligne], [...], (page consultée le 9 octobre 2014).

Le conflit syrien, une guerre par procuration

libérale appelée « révolution des réseaux sociaux » par certains a eu un impact sur le déroulement de la guerre civile en Syrie⁴.

Figure 1 : Le territoire syrien⁵



Le 31 janvier 2011, la Place Arnous à Damas est envahie par des manifestants pacifiques. Ils transportaient bougies et pancartes qui affichaient « Oui à la liberté ». Cet événement avait été organisé sur Facebook en soutien aux Égyptiens qui étaient en proie à une violente répression de la part de leur propre gouvernement. Cependant, contester le régime publiquement en Syrie est passible de prison à vie. Ce jour-là, les citoyens sont malgré tout sortis et cette marche s'est poursuivie quand le régime d'Al-Assad a militarisé les manifestations pacifiques en les confrontant avec violence⁶.

La Révolte de Deraa marque un moment marquant dans ce conflit. Des jeunes de la région avaient tagué des murs avec des slogans révolutionnaires contre le régime d'Al-Assad. Ils ont été systématiquement emprisonnés et torturés. Cet événement a provoqué un heurt majeur et les manifestations ont commencé à être plus violentes. Le régime a militarisé le conflit en ouvrant le feu sur les gens à l'extérieur qui marchaient contre le gouvernement et en tuant une jeune fille d'à peine 11 ans. Lors des obsèques des victimes de la Révolte de Deraa, l'armée syrienne a une fois de plus tiré en direction des gens qui étaient présents, ce qui a transformé les morts célébrés lors des funérailles en martyrs. La plupart des cérémonies pour les obsèques des victimes de Deraa se sont

⁴ G. ARDINAT. «Comprendre le conflit syrien en 20 minutes» *Dailymotion*, 2013, [En ligne], [...], (page consultée le 26 octobre 2014).

⁵ MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. «Syrie» *Division géographique de la Direction des Archives du Ministère des Affaires Étrangères français*, 2004, [En ligne], [...], (page consultée le 26 octobre 2014).

⁶ GREMMO. «Le Proche-Orient et la crise syrienne» *Groupe de recherches et d'études sur la Méditerranée et le Moyen-Orient*, 2014, [En ligne], [...], (page consultée le 6 octobre 2014).

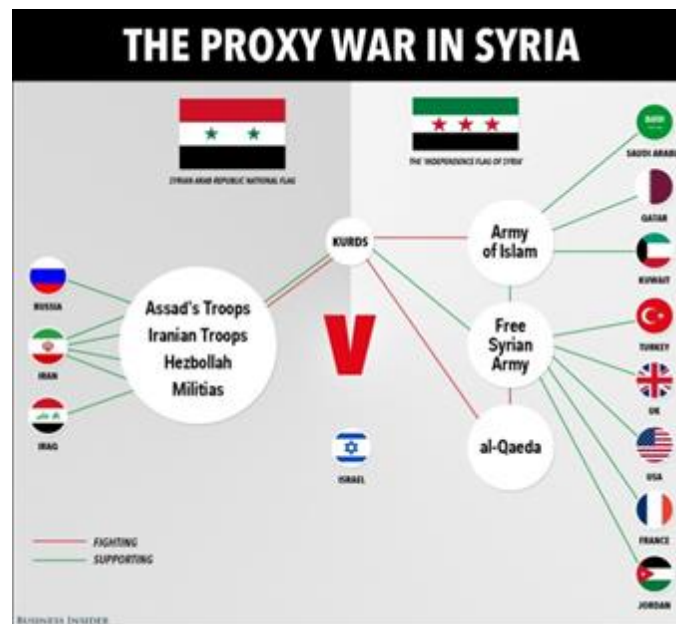
Le conflit syrien, une guerre par procuration

transformées en émeutes violentes⁷. Ces événements ont été suivis de combats qui ont fait environ 200 000 morts en Syrie. Les affrontements violents du conflit comportent plusieurs acteurs décrits dans la section suivante.

2. LES ACTEURS EN SYRIE

La guerre civile syrienne n'inclut pas uniquement des acteurs locaux ou régionaux, mais aussi des pays de l'Ouest et de l'Est comme la Russie ainsi que de la milice qui provient de plus de 25 pays différents. Ils cherchent tous à faire valoir leurs intérêts à travers la lutte qui sévit au Moyen-Orient⁸. La Figure 2 intitulée *The Proxy War in Syria* représente bien la multitude des acteurs et la complexité des alliances.

Figure 2 : Les acteurs du conflit⁹



D'un côté, il y a la coalition qui défend le régime d'Al-Assad et de l'autre, les forces qui combattent le gouvernement syrien. Cependant, la situation est plus complexe qu'une simple division entre deux camps. Pour mieux démêler cette portion de l'analyse de la Syrie, les acteurs sont divisés en trois groupes différents.

2.1 Les pro-rebelles

La Figure 2 explique bien l'évolution de la division du territoire entre les trois catégories présentées dans ce document. Il y a premièrement ceux qui se rangent du côté des rebelles et affrontent le régime d'Al-Assad. La formation de l'Armée syrienne libre (ASL), un opposant au régime, s'est formée à l'aide d'une annonce en vidéo sur Internet

⁷ GREMMO. «Le Proche-Orient et la crise syrienne», [...], (page consultée le 6 octobre 2014).

⁸ M. B KELLEY. «*The Madness Of The Syria Proxy War In One Chart*», *Military and defense*, 2013, [En ligne], [...], (page consultée le 28 novembre 2014).

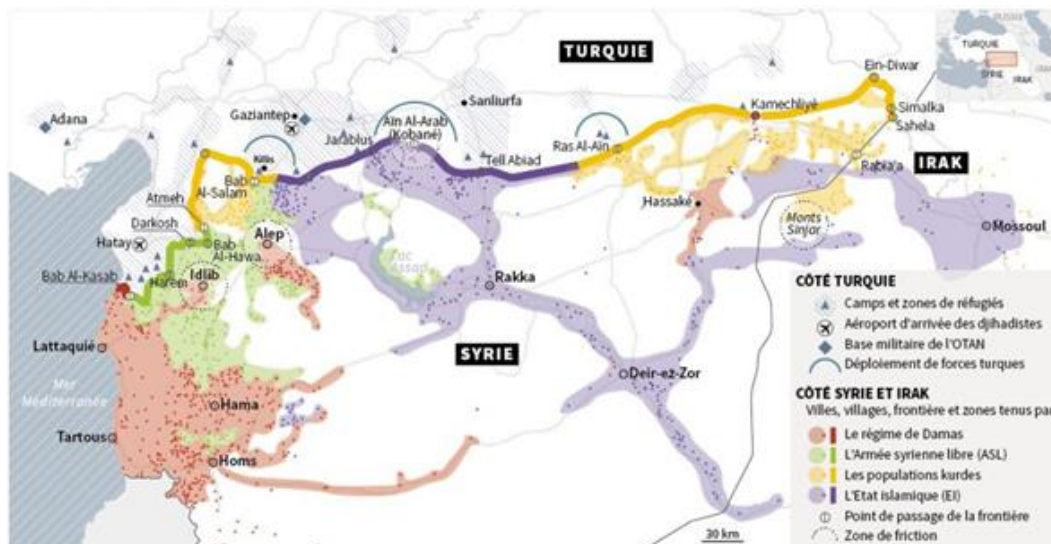
⁹ M. B KELLEY. «*The Madness Of The Syria Proxy War In One Chart*», *Military and defense*, 2013, [En ligne], [...], (page consultée le 28 novembre 2014).

Le conflit syrien, une guerre par procuration

le 29 juillet 2011. Cette annonce marquait la fusion entre des militaires syriens qui abandonnaient leur allégeance au régime et le Mouvement des Officiers Libres, le MOL. De plus, beaucoup de civils ont rejoint les rangs de l'ASL pour créer rapidement une réelle opposition au régime qui n'était qu'un projet à long terme au départ¹⁰. Ce groupe se considère comme laïc et ne prône pas une islamisation du pays. Il provient du printemps arabe et du mouvement libéral en Syrie¹¹.

Il y a plusieurs pays dans la région qui appuient les rebelles à différents niveaux. L'Arabie Saoudite, le Qatar et le Kuwait sont du côté des rebelles, mais ils financent avant tout des groupes salafistes comme le Front islamique qui regroupent des islamistes modérés, mais aussi des conservateurs extrémistes qui seront présentés plus loin. Ensuite, la Turquie est elle aussi pro-rebelle. Le gouvernement d'Erdogan veut que le régime syrien tombe, mais il hésite à intervenir militairement à cause de la présence des Kurdes¹².

Figure 3 : Zones contrôlées par les acteurs en conflit sur le territoire syrien¹³



L'Union démocratique des Kurdes, le PYD, défend différentes régions plus au nord de la Syrie pour empêcher une perte de territoire aux mains des extrémistes, dont l'État islamique. Certains groupes combattent dans l'intérêt du régime syrien, mais d'autres ont fait certaines alliances avec l'ASL qui ne sont pas confirmées avec certitude. Tous deux veulent repousser les forces extrémistes du territoire syrien, mais les deux groupes

¹⁰ LE MONDE.FR. «Que sait-on de l'Armée Syrienne Libre ?», *Blogs*, 2011, [En ligne], [...], (page consultée le 13 octobre 2014).

¹¹ T. DESZPOT. «Daesh, Kobané, Turquie : les clés pour (enfin) comprendre le conflit syrien», *Sud-Ouest*, 2014, [En ligne], [...], (page consultée le 13 novembre 2014).

¹² T. DESZPOT. «Daesh, Kobané, Turquie : les clés pour (enfin) comprendre le conflit syrien», [...], (page consultée le 13 novembre 2014).

¹³ LE MONDE.FR. «Les Kurdes syriens sceptiques à un hypothétique renfort de l'Armée syrienne libre à Kobané », *International*, 2014, [En ligne], [...], (page consultée le 13 octobre 2014).

Le conflit syrien, une guerre par procuration

ne veulent pas tout à fait le même résultat. Les Kurdes ont un désir d'autonomie très fort qui est redouté par la Turquie. Du côté de la communauté internationale, les rebelles sont appuyés par plusieurs pays comme les États-Unis, la France et la Grande-Bretagne qui fournissent des armes à l'ASL. L'Occident voulait au départ faire tomber le régime de Bachar Al-Assad et même qu'une possibilité d'intervention au sol planait dans le camp américain entre autres. Or, le président Barack Obama a hésité longtemps malgré la fameuse « ligne rouge » qu'Al-Assad a enfreinte. Ce dernier ne devait pas dépasser cette limite en lien avec l'utilisation d'armes chimiques dans le conflit¹⁴. Cet événement sera appondis dans la section finale sur les initiatives entreprises pour résoudre le conflit. Donc, l'Occident n'est pas intervenu directement pour renverser le régime, mais une coalition s'est formée pour affronter l'État islamique qui s'ingère dans la région et veut étendre son influence en utilisant le conflit¹⁵.

2.2 Les pro-régime

Du côté du gouvernement de Bachar Al-Assad, plusieurs acteurs régionaux et internationaux sont favorables au maintien du régime en place. Tout d'abord, le régime lui-même combat l'ASL, mais aussi les différents groupes extrémistes. Le gouvernement de la Syrie instrumentalise la présence de groupes terroristes dans la région pour indiquer que les rebelles qu'il affronte en font eux aussi partie. Le régime a un allié indéfectible dans la région, il s'agit de l'Iran. Le gouvernement iranien appuie Al-Assad parce qu'il ne peut pas se permettre de voir cette alliance disparaître, ce qui lui ferait perdre énormément de puissance dans la région¹⁶. Un groupe qualifié de terroriste par plusieurs pays, le Hezbollah libanais, se rangerait du côté du régime et serait financé par l'Iran. Au départ, ce groupe ne faisait que patrouiller les frontières du Liban et ne s'ingérait pas dans le conflit. Cependant, certaines sources affirment que le Hezbollah libanais qui est chiite combattrait avec le régime de Bachar Al-Assad. De plus, le groupe est accusé d'avoir embarqué le Liban dans le conflit en s'ingérant au côté du régime syrien. Le Liban ne participe pas officiellement au conflit, mais deux enjeux majeurs guettent le pays, l'expansion de la guerre sur son territoire et la question des réfugiés¹⁷. Le gouvernement d'Al-Assad compte aussi sur des miliciens qui proviennent de plusieurs pays de la région, dont les brigades de Badr irakiennes. Cependant, l'information sur de telles brigades reste floue, imprécise et souvent sous l'effet de propagande¹⁸.

Un autre acteur important qui soutient le régime syrien est la Russie. Les deux pays sont alliés et la Russie considère la Syrie comme un lieu stratégique. Les Russes contrôlent le port de Tartous en mer Méditerranée ainsi qu'une base militaire dans le nord du pays et ils veulent garder leur emprise sur ces atouts. De plus, la Russie, tout comme la Chine, se mobilise contre la volonté de l'Occident de vouloir régler les

¹⁴ H. SALLON. «Les armes chimiques, ligne rouge d'une intervention en Syrie», *Proche-Orient*, 2013, [En ligne], [...] (page consultée le 21 mars 2015).

¹⁵ T. DESZPOT. «Daesh, Kobané, Turquie : les clés pour (enfin) comprendre le conflit syrien», [...], (page consultée le 13 novembre 2014).

¹⁶ K. MATTHEWS. «Conflit en Syrie : quels enjeux pour les pays voisins ?», *L'Actualité*, 2013, [En ligne], [...], (page consultée le 21 octobre 2014).

¹⁷ M. DAOU. «Liban : le Hezbollah "a embarqué l'armée libanaise dans la guerre syrienne"», *France 24*, 2014, [En ligne], [...], (page consultée le 21 octobre 2014).

¹⁸ A. RODIER. «Pasdarans, Hezbollah, chiites irakiens: les brigades internationales de Bachar el-Assad», *Slate FR*, 2013, [En ligne], [...], (page consultée le 21 octobre 2014).

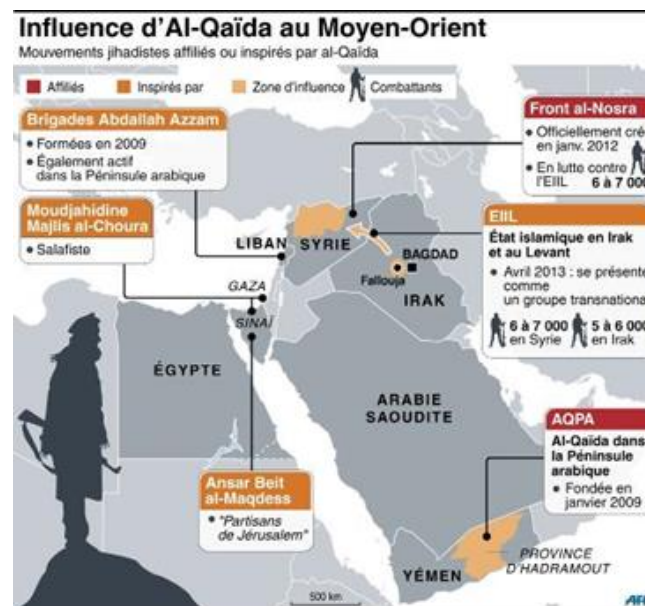
Le conflit syrien, une guerre par procuration

conflits à leur manière et selon leurs intérêts même si dans le camp occidental une divergence d'intérêts existe aussi. Or, la Chine et la Russie appuient le régime et condamnent toute ingérence de l'Occident en Syrie¹⁹.

2.3 Les groupes extrémistes et terroristes

Outre les pro-rebelles et les pro-régimes qui s'affrontent, plusieurs groupes extrémistes sont présents sur le territoire et participent activement au conflit. L'État islamique provient principalement de l'Irak et de la Syrie. Le groupe extrémiste s'est détaché d'Al-Qaïda en 2013 et se proclame le véritable État d'Irak. La cellule extrémiste de l'État islamique voit les chiïtes, puisqu'elle est sunnite, comme des hérétiques qu'il faut éliminer à tout prix. Cette formation extrémiste entretient des relations tendues avec Al-Qaïda. Cette dernière critique l'étendue que veut prendre l'État islamique dans le Moyen-Orient. Le projet d'Al-Bahdadi et de son État devrait s'en tenir à l'Irak d'après Al-Qaïda. Al-Nosra, la branche d'Al-Qaïda en Syrie, est elle aussi impliquée dans le conflit syrien. Plusieurs groupes extrémistes et terroristes existent dans la région et selon la BBC, une coalition autour du Front islamique est en train de renforcer son influence. Cependant, ces nombreux groupes ont des divergences d'intérêts et de convictions, ce qui rend l'analyse de la proximité entre eux difficile. Cette multitude d'acteurs en présence dans le conflit en Syrie vient de pair avec des enjeux majeurs pour la suite des événements.

Figure 4 : Représentation des factions extrémistes en Syrie²⁰



¹⁹ P. HÉRARD. «Syrie : comprendre la position russe», *TV5MONDE*, 2013, [En ligne], [...], (page consultée le 24 octobre 2014).

²⁰ LA CROIX. «L'armée irakienne assaille Ramadi contrôlée en partie par des insurgés», *Monde*, 2014, [En ligne], [...] (page consultée le 21 mars 2015).

Le conflit syrien, une guerre par procuration

3. LES ENJEUX DE LA GUERRE CIVILE SYRIENNE

Les enjeux en Syrie sont nombreux. Ce document en dénote trois qui semblent être les plus importants. L'aspect politico-religieux entre chiïtes et sunnites ainsi que l'identité arabe véhiculée par différents mouvements représentent un enjeu. De plus, le contexte socio-économique, en lien avec la pauvreté et le pétrole, est un aspect important dans la crise actuelle. Finalement, le troisième enjeu identifié est toute la question de la régionalisation du conflit.

3.1 Le contexte politico-religieux et identitaire

Cinq aspects plus précis permettent de mieux cerner ce premier enjeu. La Syrie compte sur son territoire plusieurs confessions religieuses. Les sunnites représentent environ 70%²¹ de la population du pays. Au contraire, une autre branche de l'Islam, le chiïsme se divise en plusieurs confessions, dont les Alaouites et les Druzes, mais il y a aussi des chiïtes duodécimains jaafarites. Cette branche représente en tout 12% de la population de la Syrie. De plus, le territoire comprend d'autres ethnies comme les Kurdes. Cette diversité culturelle a toujours créé des tensions dans la région et le fait que le gouvernement soit contrôlé par une minorité alaouite chiïte apporte son lot de problèmes. La population se sent opprimée par un régime qui représente à peine 12% de la population en termes de confession quand la Syrie s'identifie, en majorité, au sunnisme.

Ensuite, le nationalisme arabe en Syrie influence la tournure du conflit. Certains croient qu'une unicité des Arabes au Moyen-Orient est la clé pour construire une société solide²². Ce courant représente une tentative de définition d'une idéologie politique nationale arabe²³. Cependant, ce nationalisme s'entrechoque avec l'arabisme culturel et l'intégrisme des groupes religieux extrémistes. Le gouvernement d'Al-Assad prône un nationalisme arabe qui vient en contradiction avec plusieurs acteurs de la région. De plus, le régime syrien prêche le modernisme des sociétés arabes. Bachar Al-Assad, depuis qu'il a pris le pouvoir, a tenté d'imposer son désir nationaliste moderniste arabe en Syrie. Cette idéologie aurait pris le dessus sur les mouvements libéraux du Printemps arabe contre l'islamisme de la région.

Le conflit en Syrie, comme indiqué dans la première partie, a pris de l'ampleur lors du Printemps arabe. La liberté d'expression est au cœur du soulèvement populaire en Syrie. Il est interdit de critiquer le gouvernement sous peine de se voir emprisonné et même torturé. Le tout avait débuté pacifiquement sur la place Arnous, mais les manifestations libérales se sont rapidement militarisées et la confrontation entre le modernisme d'Al-Assad et l'islamisme a pris la place du libéralisme prôné par la population. L'Armée syrienne libre qui se voulait un mouvement laïc influencé par la montée du libéralisme du Printemps arabe, est en train de perdre de sa force identitaire vis-à-vis les différents groupes extrémistes de la région.

Les différentes factions extrémistes en Syrie sont nombreuses. Des alliances entre elles se sont formées lors du conflit syrien comme le Front islamique qui regroupe des

²¹ M. LEWIS. «Michael Izady's Amazingly Detailed Map of Ethnicity in Syria and the Syrian Armenians», *GeoCurrents*, 2014, [En ligne], [...], (page consultée le 10 décembre 2014).

²² L. ROMEO. «Nationalisme arabe : les origines», *Les clés du Moyen-Orient*, 2011, [En ligne], [...], (page consultée le 28 octobre 2014).

²³ L. DAKHLI. «Arabisme, nationalisme arabe et identifications transnationales arabes au 20e siècle», *Presses de Sciences Po*, 2009, [En ligne], [...], (page consultée le 3 novembre 2014).

Le conflit syrien, une guerre par procuration

islamismes modérés, mais aussi des conservateurs salafistes. L'État islamique (ÉI), comme son nom l'indique, veut un État et combat en Syrie pour étendre son influence. De plus, Al-Nosra, branche d'Al-Qaïda en Syrie, dénonce ce que fait l'État islamique. Le groupe de l'ancienne tête dirigeante, Ben Laden, veut que l'ÉI s'en tienne au territoire de l'Irak²⁴. Bref, en plus de voir une présence extrémiste monter dans la région, la Syrie est en proie à une querelle interne entre les différentes factions extrémistes, ce qui peut provoquer encore plus de tension régionale.

3.2 Les enjeux socio-économiques

Des enjeux socio-économiques peuvent aussi expliquer le conflit syrien. La Syrie est en proie à un accroissement des inégalités entre riches et pauvres. Cette situation s'aggrave chaque année. Un journaliste du Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires des Nations Unies mentionne que l'économie du pays transite d'un système de contrôle central en parallèle avec l'époque soviétique vers une économie de marché à un rythme beaucoup trop élevé²⁵. Les produits de luxe hors de prix apparaissent à une vitesse fulgurante, mais le nombre de pauvres suit la même trajectoire. L'Indice de développement humain incluant les inégalités sociales positionnait la Syrie au 107^{ième} rang mondial en 2009, seulement trois rangs plus hauts que les Territoires palestiniens occupés²⁶. Le conflit a aggravé la situation, la Syrie a chuté au 118^{ième} rang en 2014²⁷. De plus, un rapport de l'ONU datant de l'été 2014 mentionne que deux Syriens sur quatre vivent dans une situation de pauvreté et 54,3% de cette portion dans une extrême pauvreté²⁸.

Un autre aspect socio-économique doit être pris en compte dans les enjeux, celui du pétrole. La question du pétrole syrien est capitale dans la guerre qui sévit sur le territoire. Les groupes extrémistes comme l'État islamique prennent le contrôle de certains des puits en Syrie et financent leurs actions à l'aide de ces ressources. Le sous-secrétaire américain au Trésor, David Cohen, mentionne que la revente sur le marché noir de pétrole permet un financement incroyable qui rend l'ÉI une des organisations djihadistes les plus riches du monde²⁹. De plus, Al-Nosra ferait des profits immenses avec ce pétrole illégal. Le montant dépasserait les 90 millions par mois d'après le site d'Al-Arabiya. Cependant, le prix exact des barils illégaux n'est pas établi avec certitude, mais certains experts comme Monsieur Francis Perrin, directeur de la revue *Stratégies et Politiques énergétiques*, croient qu'une décote du produit est certaine et que le prix

²⁴ BBC. «*Syria crisis: Guide to armed and political opposition*», [...], (page consultée le 3 novembre 2014)

²⁵ IRIN. «SYRIE: L'inflation creuse l'écart entre les riches et les pauvres», *Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires des Nations Unies*, 2008, [En ligne], [...], (page consultée le 15 novembre 2014).

²⁶ J.KLUGMAN (dir.). «Lever les barrières : Mobilité et développement humains», Rapport mondial sur le développement humain PNUD, 2009, [En ligne], [...], (page consultée le 11 février 2015).

²⁷ PNUD. «Pérenniser le progrès humain : réduire les vulnérabilités et renforcer la résilience», *Rapport sur le développement humain 2014*, 2015, [En ligne], [...], (page consultée le 27 mars 2015).

²⁸ AFP 2. «Désastres de la guerre: 3 Syriens sur 4 vivent dans la pauvreté», *La Libre.be*, 2014, [En ligne], [...], (page consultée le 15 novembre 2014).

²⁹ M. IBRAHIM. «Combats autour de puits de pétrole en Syrie» *RFI*, 2014, [En ligne], [...], (page consultée le 18 décembre 2014).

Le conflit syrien, une guerre par procuration

pourrait graviter à la baisse autour de 50% de celui du marché. De plus, le pétrole volé par l'EI serait revendu à d'autres groupes criminels et à la population locale qui peuvent à leur tour revendre le tout à des prix plus élevés.³⁰ Le financement des groupes extrémistes à l'aide du pétrole volé est un enjeu majeur dans la région, cette région qui est elle aussi un aspect important dans le conflit.

3.3 La régionalisation du conflit

Le conflit syrien prend de l'ampleur et selon certains, il pourrait perdurer pendant plus de 10 ans³¹. L'étendue prise par la guerre civile crée le danger que le conflit prenne une expansion régionale dans d'autres pays limitrophes à la Syrie. Le Liban est le premier État à être ciblé par sa proximité, mais aussi son lien avec le régime syrien. Le Hezbollah libanais semble s'ingérer de plus en plus dans le conflit et aurait déjà joint les forces de Bachar Al-Assad. Un site d'information au Liban, Al-Manar, mentionne que le Hezbollah se prépare à une guerre imminente sur le territoire contre des forces de groupes terroristes irakiens et syriens³². Cependant, l'information provenant de la région est souvent instrumentalisée et utilisée comme propagande, il faut donc toujours garder un esprit ouvert devant de telles affirmations. De plus, la frontière avec la Turquie est parsemée de combats entre différents groupes. Le conflit n'a pas été déclaré sur le territoire turc, mais une ingérence trop élevée des Kurdes ou de l'État islamique pourrait envenimer les relations avec Ankara. L'Occident essaie d'ailleurs d'encourager la Turquie à intervenir plus directement dans le conflit et de faire la différence, mais le président Erdogan refuse catégoriquement de fournir davantage d'aide aux Kurdes en Syrie³³. La situation des confessions kurdes syriennes représente un enjeu dans le conflit.

Ankara croit que les Kurdes pourraient profiter de la faiblesse d'une chute du régime pour étendre son influence dans la région³⁴. Ces Kurdes qui ont un désir nationaliste profond sont perçus comme des ennemis par la Turquie, mais ils veulent la chute du régime tout comme Ankara. Le fait que les Kurdes possèdent des factions militaires bien organisées et qu'ils contrôlent des portions du territoire syrien plus au nord du pays rend ces groupes stratégiquement valables en termes d'alliance pour combattre l'EI et le régime syrien. Un rapprochement a été fait entre l'ASL et les Kurdes, mais rien d'officiel n'indique avec certitude qu'une alliance a été conclue³⁵.

Un troisième aspect par rapport à la régionalisation du conflit est la question des réfugiés de guerres, dont le nombre augmente chaque jour. La Jordanie, le Liban, la Turquie, l'Irak et l'Égypte sont les pays les plus touchés par l'exode de millions de personnes fuyant la guerre. D'après le Haut-Commissariat des Nations Unies aux

³⁰ F. PERRIN. «L'État islamique, le pétrole et l'argent», *L'Actualité*, 2014, [En ligne], [...], page consultée le 11 février 2015).

³¹ K. MATTHEWS. «Conflit en Syrie : quels enjeux pour les pays voisins ?», [...], (page consultée le 21 octobre 2014).

³² GLI. «Le Hezbollah se prépare d'arrache-pied à la guerre!», *Infos d'Almar*, 2014, [En ligne], [...], (page consultée le 21 novembre 2014).

³³ P. WOJAZER. «La Turquie inflexible sur une hausse de l'aide aux Kurdes syriens», *Moyen-Orient*, 2014, [En ligne], [...], (page consultée le 28 novembre 2014).

³⁴ T. DESZPOT. «Daesh, Kobané, Turquie : les clés pour (enfin) comprendre le conflit syrien», [...], (page consultée le 13 novembre 2014).

³⁵ AFP 3. «Les Kurdes syriens sceptiques à un hypothétique renfort de l'Armée syrienne libre à Kobané», *le Monde.fr*, 2014, [En ligne], [...], (page consultée le 28 novembre 2014).

Le conflit syrien, une guerre par procuration

réfugiés, le mois d'août 2014 a été marqué par l'atteinte du chiffre immense de trois millions de réfugiés en lien avec le conflit syrien³⁶. C'est dans ce contexte que l'aide alimentaire fournie par l'ONU a été coupée, par manque de ressources financières. La directrice du Programme alimentaire mondial prévient que cette situation met en jeu la santé ainsi que la sécurité de tous les réfugiés de guerre. De plus, elle mentionne que ces coupures pourraient engendrer des tensions supplémentaires dans la liste de pays limitrophes nommés plus haut³⁷. Or, la région n'est pas la seule qui soit en proie au conflit, la communauté internationale est aussi impliquée et son rôle représente un enjeu, mais il est plus pertinent d'expliquer les initiatives prises par celle-ci dans la prochaine section.

4. DES INITIATIVES POUR RÉGLER CE CONFLIT

Différentes initiatives ont été mises en place pour sortir du conflit que représente la guerre civile syrienne. L'apport diplomatique de l'Occident et de la Russie sont au cœur des démarches entreprises pour régler la lutte en Syrie. De plus, le Conseil de sécurité ainsi que des pays comme la Turquie et l'Irak ont essayé d'en venir à un résultat de résolution de conflit. Le combat que mènent les forces aériennes occidentales contre l'EI constitue une tentative de réduire la pression du conflit syrien sur la région. Outre les frappes militaires, la Russie prévoit organiser une conférence pour amener les belligérants du conflit à une table commune. Ces initiatives seront décrites en profondeur dans cette section finale.

Toute la question des armes chimiques a mené beaucoup de bruit et le président des États-Unis avait établi « une ligne rouge » que le régime syrien ne devait pas dépasser. Concrètement, Bachar Al-Assad ne devait pas utiliser d'armes chimiques contre ses opposants. Plusieurs preuves qu'il l'aurait fait malgré tout ont été établies par l'ONU³⁸. Les États-Unis étaient dans une impasse parce qu'avant la diffusion des résultats de l'enquête de l'ONU, l'Occident faisait miroiter la possibilité d'intervenir militairement en Syrie si jamais des preuves concrètes que de l'armement chimique avait été utilisé sur le territoire syrien étaient trouvées. Cependant, une entente de désarmement et de démantèlement des armes chimiques syriennes a été conclue par le ministre des affaires étrangères russe Serguei Lavrov de façon *in extremis*³⁹.

L'ONU a été le théâtre de tentatives de règlement de conflit. Le Conseil de sécurité a voulu faire adopter des résolutions concernant la Syrie, dont une proposée par la France, pour que le cas du conflit soit étudié par la Cour pénale internationale. Chaque fois, la Russie et la Chine ont opposé leurs vetos pour envoyer aux oubliettes lesdites résolutions. La Russie est un vieil allié du régime, mais la Chine défend à tout prix le concept de non-ingérence dans les affaires d'un État souverain⁴⁰. L'ancien médiateur des Nations unies et de la ligue arabe, le diplomate algérien Lakhdar Brahimi avait fait une

³⁶ ONU. «Le nombre des réfugiés syriens a atteint 3 millions selon le HCR», *Centre d'actualités de l'ONU*, 2014, [En ligne], [...], (page consultée le 28 novembre 2014).

³⁷ B. KILIC. «Faute de fonds, l'ONU suspend son aide alimentaire aux réfugiés syriens», *le Monde.fr*, 2014, [En ligne], [...], (page consultée le 2 décembre 2014).

³⁸ A. GENESTE. «Syrie : l'ONU confirme l'utilisation d'armes chimiques dans cinq sites», *le Monde.fr*, 2014, [En ligne], [...], (page consultée le 2 décembre 2014).

³⁹ AFP 4. «Syrie : les États-Unis et la Russie tombent d'accord sur un plan d'élimination des armes chimiques», *le Monde.fr*, 2013, [En ligne], [...], (page consultée le 5 décembre 2014).

⁴⁰ D. VALLOT. «Chine, Russie: le double veto qui protège la Syrie», *L'orient du jour*, 2014, [En ligne], [...], (page consultée le 14 décembre 2014).

Le conflit syrien, une guerre par procuration

tentative de médiation appelée « Genève 2 ». Il voulait convaincre Bachar Al-Assad de quitter son poste pour permettre une transition du régime syrien. Al-Assad ne s'est jamais présenté aux négociations et il a été réélu durant l'été 2014. Brahimi a depuis quitté ses fonctions⁴¹.

En troisième lieu, un plan de cessez-le-feu a été présenté par l'Irak et la Turquie. Il comptait un arrêt total des combats sur le territoire, l'annulation de tout financement aux différents acteurs de la région et l'expulsion des mercenaires étrangers enrôlés par le régime. Le plan prévoyait aussi de convaincre les parties impliquées au conflit à dialoguer sérieusement pour rétablir la paix à l'aide d'un contrôle onusien et de provoquer des élections démocratiques en Syrie⁴². Le plan n'a pas fonctionné et les belligérants n'ont pas trouvé de compromis. L'Arabie saoudite ainsi que la Russie auraient discuté de possibilités d'une sortie de crise. Le prince Saoud aurait essayé de convaincre Vladimir Poutine d'abandonner son allié syrien contre des contrats d'armes ainsi qu'une influence plus élevée dans la région. Le président russe aurait refusé et les deux hommes ne se seraient pas reparlé depuis⁴³.

Enfin, une coalition occidentale a été formée pour combattre l'État islamique dans la région. Plusieurs raids aériens ont été accomplis en territoire syrien et irakien. La Syrie a été informée des différentes frappes et plusieurs pays participent à cette coalition. Outre des pays occidentaux, l'Arabie Saoudite, la Jordanie, les Émirats arabes unis, le Bahreïn et le Qatar font partie du lot⁴⁴. Une Conférence internationale sur la Syrie a eu lieu à Moscou au début de l'année 2015 et elle s'est terminée le 29 février. Plusieurs sympathisants du régime syrien étaient présents, mais la rencontre a été boycottée du côté des rebelles. Aucune solution n'a été établie sauf une promesse des parties en présence de se regrouper ultérieurement sans établir une date précise⁴⁵.

5. CONCLUSION

Le Printemps arabe avait débuté avec une saveur libérale. Or en Syrie, les manifestations pacifiques de la Place Arnous ont laissé place à une guerre civile par procuration. Le régime syrien et ses opposants, qui sont eux-mêmes sujets à de grandes divisions, sont tous deux dans l'incapacité de faire une différence diplomatique ou militaire à court terme dans ce conflit qui pourrait durer des années⁴⁶. Le contrôle d'une sortie de crise se retrouve vraisemblablement entre les mains de la communauté internationale qui se divise entre l'OTAN et une certaine alliance diplomatique sino-russe. Chacun de ces camps appuie un axe différent : l'Alliance atlantique se range du côté rebelle qui est appuyé par l'Arabie saoudite et les Russes de l'Iran. De plus, la Russie et l'Iran ne semblent pas vouloir délaissier leur appui au régime de Bachar Al-

⁴¹ C. AYAD. «Sûr de sa force, le régime syrien prépare la réélection de Bachar Al-Assad en juin», *A la une*, 2014, [En ligne], [...], (page consultée le 14 décembre 2014).

⁴² RIA. «Conflit syrien: l'Irak présente un plan de règlement à Téhéran», *Rianovosti*, 2013, [En ligne], [...], (page consultée le 5 décembre 2014).

⁴³ AFP 5. «Syrie: le ministre russe Lavrov en Arabie pour des entretiens samedi», *L'orient du jour*, 2014, [En ligne], [...], (page consultée le 14 décembre 2014).

⁴⁴ RFI. «Syrie: frappes de la coalition contre le groupe EI», *Moyen-Orient*, 2014, [En ligne], [...], (page consultée le 28 novembre 2014).

⁴⁵ B. BARTHE. «Syrie : la rencontre organisée par Moscou débouche sur... un nouveau rendez-vous», *Proche-Orient*, 2015, [En ligne], [...], (page consultée le 27 mars 2015).

⁴⁶ J-P. BURDY. «Syrie. La régionalisation et les enjeux internationaux d'une guerre imposée», *Sciences Po Grenoble*, 2013, [En ligne], [...], (page consultée le 28 novembre 2014).

Le conflit syrien, une guerre par procuration

Assad⁴⁷. Cette situation mène à une impasse qui immobilise en quelque sorte la possibilité du régime ou des rebelles de sortir gagnant du conflit syrien. Au début de l'année 2015, le nombre de morts ainsi que de réfugiés ne cessait d'augmenter et la solution pour arrêter l'hémorragie ne semblait pas être sur le point de voir le jour.

⁴⁷ F. BALANCHE. «Syrie : guerre civile et internationalisation du conflit», *HAL*, 2013, [En ligne],[...], (page consultée le 28 novembre 2014).

École de politique appliquée
Faculté des lettres et sciences humaines

Université de Sherbrooke
2500 Bl. de l'Université
Sherbrooke (Québec) J1K 2R1
Ligne sans frais : 800 267-8337

www.USherbrooke.ca/politique
Cahiers.politique@USherbrooke.ca
ISSN : 1921-7803